

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1913.

Proposition de loi tendant à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi donne aux associations internationales à but scientifique les organes de la vie juridique indispensables à la manifestation et au développement de leur bienfaisante activité; à celles qui ont leur siège en Belgique elle accorde la personnification civile, à celles qui sont étrangères elle reconnaît les droits de leur statut national.

Elle reprend, dans ses grandes lignes, la proposition de loi déposée à la séance du 26 juillet 1907 ⁽¹⁾, qui tomba à la suite de la dissolution, après avoir été l'objet d'un rapport de l'honorable M. Van Cleemputte, vrai monument de science juridique ⁽²⁾.

Le moment semble particulièrement opportun pour en saisir le Parlement. Le Congrès mondial des associations internationales, qui a réuni à Bruxelles, le 15-18 juin 1913, cent soixante-neuf associations et auquel étaient représentés vingt-deux gouvernements, a mis en relief l'extraordinaire expansion des groupements internationaux poursuivant, sans esprit de lucre, soit un but d'ordre économique, soit un but d'ordre moral ou intellectuel, ainsi que la rapide évolution que ce phénomène social a provoquée dans le domaine du droit et de la législation.

Les travaux de sa section juridique, précédés d'une vaste enquête auprès

(1) Document n° 219.

(2) Séance du 3 mai 1910, document n° 221.

des divers groupements internationaux, ont amené des solutions qui, acceptées à l'unanimité, se présentent avec l'autorité de l'expérience acquise au contact des réalités et qui doivent, croyons-nous, guider l'œuvre du législateur.

Nous nous en sommes inspirés pour la rédaction de cette proposition de loi qui, écartant tout formalisme gênant, reconnaît à l'association internationale à but scientifique la personnification civile dès que son existence se manifeste dans des formes déterminées, qui laisse aux membres toute liberté de régler son administration et qui se contente d'une intervention restrictive des pouvoirs publics pour la possession immobilière et l'acceptation de libéralités.

*
* *

Avant de faire la justification du système préconisé, il nous faut jeter un rapide coup d'œil sur le mouvement des faits et des idées qui l'a suggéré.

L'attention de la Chambre y fut appelée une première fois par la Commission spéciale qui eut à examiner la convention relative à l'Institut international d'agriculture de Rome; voici un extrait de ce rapport ⁽¹⁾ :

« La création de l'Institut international d'agriculture de Rome se rattache
» au vaste mouvement d'organisation des intérêts des peuples sur une base
» mondiale, qui a eu pour résultat pratique, en ces dernières années, la
» fondation d'un ensemble imposant d'institutions internationales.

» Les unes sont officielles, et c'est plus spécialement en des petits pays,
» situés au centre de l'Europe, que leur siège a été établi. En Suisse, ce sont
» les Bureaux internationaux des postes, des télégraphes, de la propriété
» industrielle, littéraire et artistique, l'Office central des transports interna-
» tionaux par chemin de fer, l'Office international pour la protection
» ouvrière. En Belgique, ce sont le Bureau international pour la publication
» des tarifs douaniers et le Bureau international pour la répression de la
» traite, fondés tous deux en 1890, la Commission internationale perma-
» nente des sucres créée en 1902.

» Beaucoup de buts internationaux sont poursuivis par des institutions
» libres, qui ne doivent pas leur existence à des conventions entre États,
» et dont la puissance d'action ne manque pas d'être considérable.

» La Belgique est le siège d'un grand nombre de ces organismes, au
» premier rang desquels il faut citer l'Institut de droit international (1873);
» l'Association internationale du congrès des chemins de fer (1885); l'Union
» internationale des tramways et des chemins de fer d'intérêt local (1886);
» l'Institut colonial international (1894); l'Institut international de biblio-
» graphie (1895); la Commission maritime internationale (1897); l'Asso-
» ciation internationale permanente des congrès de navigation (1900);

(1) Rapport déposé à la séance du 14 juin 1907. La Commission était composée de MM. Raemdonk président, Bertrand, Lorand, Tibbaut rapporteur, de Limbourg-Stirum.

» l'Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes
 » (1903); l'Institut international d'art public (1905); le Bureau interna-
 » tional permanent de la mutualité (1905); la Commission internationale
 » de l'enseignement agricole (1905); le Comité permanent des Congrès
 » internationaux des habitations à bon marché (1906); et un grand nombre
 » d'autres institutions dont l'objet est l'assurance, la médecine, le droit,
 » l'ethnographie, l'enseignement, l'éducation familiale, la musique, le
 » patronage, etc.

» La création spontanée des institutions internationales et leur nombre
 » sont la preuve de l'intensité de l'élan qu'a pris de nos jours le mouvement
 » internationaliste. Il importe que les Gouvernements aient leur attention
 » attirée sur ces faits. »

*
* *

Que de progrès réalisés depuis 1907!

Le nombre des organismes internationaux dépasse cinq cents et leur activité propre, suivant en cela celle des individus, les rapproche, provoque des collaborations, établit des contacts et des liens qui font apparaître une vie internationale de plus en plus intense.

L'année 1907 est celle où se réunit la deuxième grande Conférence de la Paix. On vit alors pour la première fois quarante-six Gouvernements, ceux de tous les États souverains du monde, envoyer à La Haye des délégués qui travaillèrent de longs mois durant à combler les lacunes du droit international. Cette Conférence stimula de toutes parts l'activité internationale. Dans le domaine officiel on assiste à la création de l'Office international d'hygiène publique. Des conférences diplomatiques sont amenées à prendre des mesures pour réglementer l'opium, la saccharine, pour organiser la coopération scientifique en matière de sismologie, pour réglementer le régime de la Baltique et de la mer Blanche, pour assurer un service international de l'heure, pour arrêter la loi internationale du chèque et de la lettre de change.

On voit aussi se constituer toute une série de congrès qui prennent immédiatement la forme d'associations internationales permanentes; ils concernent les matières les plus diverses: les sciences administratives, l'agronomie tropicale, la presse périodique, les planteurs de lin et d'étope, le travail à domicile, les associations agricoles, les fermiers, l'acier, le pétrole, la pédologie, l'éducation physique, l'éducation morale, l'eugénique, les unions économiques, la navigation aérienne, les assurances, etc.

D'autre part, les associations et congrès anciens continuent à faire preuve d'une activité extraordinaire, multipliant leurs sessions, donnant une forme plus organique à leurs travaux, augmentant le nombre de leurs membres, amenant de nouveaux pays à se faire représenter régulièrement à leur séance.

Les grandes expositions universelles de Bruxelles, de Turin, de Gand multiplient les occasions à rencontre officielle, tandis que les progrès de

la vie économique et intellectuelle concourent à multiplier les relations de pays à pays et à rendre plus nécessaire l'organisation internationale dans tous les domaines ⁽¹⁾.

Depuis 1907 aussi l'on voit le mécénat généreux aider de ses ressources le mouvement des associations internationales. André Carnegie donne à ses libéralités la forme permanente de la *Carnegie Endowment for international Peace*, et crée dans plusieurs pays son œuvre admirable du Fonds des Héros ⁽²⁾.

*
* *

La Belgique a pris une large place dans cette activité, qui met en collaboration les hommes de tous les pays pour la poursuite des buts collectifs, moraux et intellectuels. Elle ne s'est pas contentée de créer chez elle des organismes nombreux, offrant son concours et une généreuse hospitalité aux diverses associations internationales; elle a fait plus : elle a été comme le pivot du mouvement, l'étudiant et l'orientant vers la coordination des efforts, vers une meilleure utilisation des moyens, vers la conquête de formules juridiques mieux adaptées au caractère international, universel, mondial des groupements ⁽³⁾.

Sa place même au carrefour des nations lui assignait ce rôle. Nous l'indiquons dans les développements de la précédente proposition de loi en reproduisant un extrait d'une *Notice sommaire sur les Institutions internationales ayant leur siège en Belgique*, publiée en 1907 par l'Institut international de Bibliographie ⁽⁴⁾ :

« Les réunions internationales qui avaient à choisir une ville pour centre
» des organismes qu'elles créaient, est-il dit dans un rapport reproduit dans
» la *Notice sommaire*, ont toujours été influencées par les avantages tout
» particuliers qu'offre notre pays. Situation topographique centrale sur
» l'intersection des grandes voies européennes et mondiales, neutralité de la
» Belgique, large hospitalité offerte aux étrangers par un peuple pacifique
» et libre, milieu intellectuel développé, connaissance répandue des principales langues véhiculaires, esprit d'organisation, d'entreprise et de travail

(1) H. LAFONTAINE et P. OTLET, *La vie internationale et l'effort pour son organisation*, La Vie Internationale, 1912, I, p. 1. — *Annuaire de la Vie internationale*. Office Central des Associations Internationales.

(2) La *Carnegie Endowment for international Peace* a été dotée d'un capital de 10 millions de dollars (30 millions de francs). Elle accorde annuellement un subside de 75,000 francs à l'Office central des Associations Internationales installé à Bruxelles. La Belgique a reçu pour le Fonds des héros une somme en capital d'environ un million de francs.

(3) La Belgique et le mouvement international pour la création à Bruxelles d'un Palais international destiné aux services des associations internationales et à la formation de collections mondiales, 1913. Bruxelles, Office central des Associations internationales.

Cette publication a retracé chronologiquement, depuis 1847, l'histoire du mouvement en Belgique, elle en a dégagé les causes et indiqué les avantages que la Belgique retire et peut retirer de l'établissement chez elle du Centre international.

(4) Rapport lu à la réunion des représentants des Institutions internationales à Bruxelles, le 4 juin 1907.

» des Belges auxquels sont confiés ces organismes, avantages aussi résultant
 » du voisinage d'autres institutions internationales déjà existantes à Bru-
 » xelles, enfin, par suite de l'expansion belge au dehors et de l'immigration
 » des étrangers en Belgique, développement en notre pays d'un véritable
 » esprit international largement ouvert à la compréhension des civilisations
 » et des milieux étrangers, esprit qui se développe à mesure que notre
 » nationalité elle-même s'affirme plus forte et plus indépendante, et que nous
 » prenons conscience du caractère actif que doit acquérir notre neutralité
 » politique dans tous les domaines intellectuels, économiques et sociaux. »

En 1907, sur les 110 associations internationales dont l'existence était connue dans l'univers, 42 avaient leur siège social en Belgique; aujourd'hui, il en a été relevé au total environ 500, dont 111 établies chez nous, soit à titre définitif, soit à titre temporaire.

Aussi, lorsqu'en 1910 les 132 associations internationales réunies en Congrès mondial à Bruxelles tentèrent d'établir entre elles un lien permanent par la création de l'Office central, choisirent-elles Bruxelles comme siège de ce nouvel organisme qui y dispose du concours d'une institution officielle, l'Office international de Bibliographie ⁽¹⁾.

*
* *

On ne peut contester les services que l'association internationale, poursuivant un but général ou mondial, — non lucratif, — peut rendre au progrès de l'humanité; elle apparaît comme une structure sociale qui répond au besoin de l'organisation de la Société internationale ⁽²⁾. Les travaux de La Haye montrent l'importance de son rôle et de sa fonction.

Des idées d'organisation internationale officielle apparaissent, se réalisent ou cherchent leur réalisation, telles la Cour d'arbitrage, la Conférence permanente des États, les divers Offices créés pour l'exécution des conventions spéciales conclues entre les États. Mais elles n'ont pu naître et germer que parce que l'activité collective s'est exercée sur toutes sortes de terrains dans les multiples associations internationales créées par l'initiative privée. Le sentiment de la solidarité internationale des intérêts s'est fortifié par l'étude en commun, par la collaboration de l'élite intellectuelle, par l'affaiblissement progressif de la notion de la frontière dans l'examen des problèmes intéressant l'humanité. C'est ainsi que se développe, avec de plus vives aspirations pour la paix, la conception d'organisations juridiques centrales destinées à les sauvegarder.

(1) *L'Union des Associations internationales*. Constitution du Centre international, Office central, Musée international, Documentation universelle, 1912. Bruxelles, Office central des Associations internationales. C'est l'Union qui organise le Congrès mondial. Les collections centrales constituées en coopération sous sa direction comprennent entre autres les seize salles du Musée international installées au Palais du Cinquantenaire, la Bibliothèque internationale qui compte 75,000 ouvrages, le Répertoire bibliographique universel qui comprend déjà 11,000,000 de fiches, classées par auteurs et par matières.

(2) *L'Association internationale*, par Cyr. VAN OVERBERGH, 1907. Bruxelles, Institut international de Bibliographie, et Albert De Wit.

*
* *

Les associations internationales ont eu à se mouvoir jusqu'ici dans des conditions défectueuses. Elles existaient par le fait, mais pas par le droit ⁽¹⁾.

Nous avons cru devoir le signaler, en ces termes, dans le rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la convention pour la création de l'Institut international d'agriculture de Rome :

- » Quelle est la situation juridique de l'Institut international d'agriculture?
- » Forme-t-il une personne morale, un être juridique, sujet de droits, indé-
- » pendant des États ou des délégués qui le composent?
- » La question n'est pas d'un pur intérêt théorique. La conception d'un
- » travail collectif permanent s'incarne nécessairement dans un organisme
- » permanent. Un corps moral ne peut avoir de vie propre et utile que
- » s'il dispose de moyens matériels pour la manifester à l'extérieur.
- » L'Institut a son budget; il aura son personnel, ses locaux, ses collec-
- » tions, ses archives. Son activité le mettra en contact avec des tiers soit par
- » des contrats de travail, soit par des conventions d'échanges et autres; elle
- » l'exposera aux multiples obligations découlant de la vie civile. A peine
- » d'être condamné à l'impuissance, il faut que l'Institut, comme tel, soit
- » titulaire de droits, qu'il puisse les défendre et porter le poids des respon-
- » sabilités.
- » Des conflits peuvent surgir au sujet d'obligations découlant de conven-
- » tions ou de purs faits; il ne faut pas que les administrateurs, à défaut d'un
- » être moral capable d'ester en justice, soient exposés à des responsabilités
- » personnelles. Ce serait éloigner les collaborations qui, dans la plupart des
- » offices internationaux existants, sont gratuites et qu'il serait inopportun de
- » décourager par le danger de situations juridiques indécises.
- » Des actes de libéralité peuvent s'adresser à l'œuvre collective pour lui
- » permettre de mieux réaliser son but social et humanitaire, par exemple
- » pour la création d'un palais. Il ne faut pas qu'ils soient rendus impossibles,
- » faute de bénéficiaire, capable de recevoir et de faire servir les libéralités à
- » leurs fins.
- » S'il n'existe pas d'être moral pour recevoir valablement, il ne saurait
- » exister de patrimoine stable, mais un patrimoine juridiquement éparpillé
- » suivant le nombre des copropriétaires, plus ou moins menacé dans son
- » existence et dans sa mission par la fantaisie séparatiste de chacun d'eux.
- » L'unité et la permanence de l'action disparaissent avec l'unité et la sta-
- » bilité des moyens.
- » Il se manifeste de nos jours un courant de générosité en faveur
- » d'œuvres d'utilité générale. Les grandes fortunes cherchent à donner une
- » justification sociale à l'accumulation des richesses; l'exemple de puissants

⁽¹⁾ Baron DESCAMPS, Ministre des Sciences et des Arts. Séance de la Chambre des Représentants, 25 juillet 1907.

» industriels et financiers attachant leur nom à des institutions d'intérêt
 » public tend à se généraliser. Ne serait-ce pas stimuler l'esprit de libéralité
 » que de fournir aux donateurs l'assurance que leur œuvre peut vivre
 » comme un être collectif, ayant une individualité juridique, qui défend
 » son existence et se préoccupe de son développement?

» Plus la situation des instituts ou offices internationaux ou d'intérêt
 » public sera claire et nette, plus ils attireront de collaborations ou de
 » sympathies agissantes.

» Il ne semble pas que le Gouvernement d'Italie ait dû faire prendre une
 » mesure législative spéciale pour assurer à l'Institut international d'agricul-
 » ture le bénéfice de la personnification civile. La Convention internationale
 » du 7 juin 1905 suffit pour créer la personne morale. Elle forme un traité
 » ou un acte que l'approbation législative des divers pays transforme en loi
 » pour l'ensemble et pour chacun des pays adhérents.

» Par le fait qu'elle a créé l'Institut comme un organisme permanent, à
 » vie propre, avec des moyens d'existence et des fonctions propres, elle a
 » créé un être juridique capable de remplir sa mission.

» Cette question de la personnification civile des associations internatio-
 » nales se présente sous un nouvel aspect, lorsqu'elles ne sont pas créées
 » par des conventions-lois, c'est-à-dire par des conventions faites entre
 » États et approuvées par les pouvoirs législatifs, mais qu'elles sont com-
 » posées de groupements libres, ou à la fois libres et officiels, ou même de
 » simples individualités appartenant à divers pays. Un certain nombre
 » d'États ont essayé d'adapter leur droit à ce besoin nouveau et y ont plus
 » ou moins réussi. Toutefois, à notre connaissance, il n'en est peut-être pas
 » encore qui aient trouvé le vêtement juridique adéquat.

» Il y a là une question de droit de la plus haute importance qui se pose
 » devant les pouvoirs législatifs. Il semble qu'un pays comme le nôtre, un
 » des centres de l'internationalisme, soit particulièrement bien placé pour en
 » chercher la solution. »

*
* *

Les temps sont mûrs pour reconnaître légalement l'existence de ces asso-
 ciations internationales à but scientifique et pour les laisser développer leur
 vie propre dans une atmosphère juridique de liberté et de responsabilité,
 avec les moyens de droit dont disposent les individus dans une société
 organisée.

Les défiances qui entouraient jadis les personnes, dites morales, civiles ou
 juridiques, se sont dissipées au contact des faits et sous le souffle ardent
 des discussions juridiques.

L'esprit légiste, qui considérait la loi comme la source de tous les droits
 et qui tendait à emprisonner l'activité des individus dans un formalisme
 étroit, cède devant la conception du droit s'élaborant dans l'activité sociale,
 s'adaptant forcément à ses besoins changeants, facilitant et protégeant la
 liberté des citoyens isolés ou groupés dans les limites de l'intérêt général.

Le courant de l'opinion juridique s'est manifesté en Belgique en des circonstances nombreuses. En 1910, la Fédération des avocats belges, réunie à Bruxelles pour discuter une proposition de loi préparée par M. Paul Janson et destinée à assurer d'une façon générale la personnification civile aux associations sans but lucratif, émit à l'unanimité un vœu en faveur de notre proposition de loi sur les associations internationales à but scientifique ⁽¹⁾.

La même année, l'honorable M. Van Cleemputte, rapporteur de la Commission qui, placée sous la présidence du regretté Ministre d'État M. Beernaert, devait examiner cette proposition de loi, fit un exposé magistral de l'état de la question en Belgique et à l'étranger. Par ce travail savant, qui soumet à une analyse approfondie tous les systèmes en présence, l'honorable M. Van Cleemputte a déblayé le terrain juridique des discussions superflues sur la nature des personnes morales, civiles ou juridiques, discussions dignes de l'Académie et propres à aiguïser l'esprit juridique, mais qui intéressent moins la solution législative. Il arrive à cette conclusion décisive (p. 12 de son rapport) :

« De ce travail intense des esprits on retiendra surtout deux choses :
 » la première, que l'association douée de capacité civile répond à une
 » préoccupation constante, *nécessaire*, de l'humanité; la seconde, qu'aujour-
 » d'hui, comme jadis, elle apparaît comme un moyen traditionnel d'affecter
 » une partie des richesses individuelles aux besoins d'autrui, au bien gé-
 » ral, au progrès intellectuel et moral de la société; elle apparaît comme
 » une institution de droit naturel reconnue par les lois. »

En Belgique, on peut dire que la bataille est gagnée; s'il existe encore des divergences, ce n'est pas sur le principe de la personnalité civile, mais sur des formules d'application ⁽²⁾.

*
* * *

Jusqu'ici nous n'avons envisagé la question qu'au point de vue du droit national et plus spécialement du droit belge, et là pourrait se limiter notre tâche. Mais les manifestations de la vie propre des associations internationales ont ouvert des horizons juridiques nouveaux; elles ont fait apparaître

(1) M. Alfred Moreau, bâtonnier de l'Ordre des avocats, résumant le discours sur la personnification civile des associations, prononcé par Maurice Hermans, à l'assemblée générale de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, le 25 mars 1907, disait : « Vous n'avez pas hésité à aborder une question difficile, mais très actuelle et de grand intérêt en Belgique. Je crois que l'opinion que vous avez adoptée et qui se recommande chez nous, ainsi que vous l'avez fait remarquer, d'autorités telles qu'Edmond Picard, Adolphe Prins, Maurice Vauthier, est celle qui s'impose. La théorie germanique triomphe aujourd'hui. Presque tous les jurisconsultes sont d'avis que les associations privées, créées dans un but ou à raison de besoins communs, constituent des êtres collectifs, des organismes juridiques, ayant une vie propre en dehors de toute autorisation gouvernementale. »

(2) Dans une étude faite en vue de la présente proposition de loi, l'honorable M. de Ponthière développe cette conclusion que toute association a le droit naturel d'avoir une existence légale assurée et de voir consacrer la situation contractuelle créée par les membres.

la nécessité de mettre leur activité à l'abri de l'instabilité que crée la confection des lois par chaque pays, et elles ont suggéré l'idée de les faire régir par un statut supernational ou international qui serait créé par des conventions entre les divers pays.

C'est l'objet d'un vœu voté à l'unanimité au Congrès mondial des associations internationales tenu à Bruxelles en 1910 et à celui de 1913 ⁽¹⁾. Nous nous contenterons de signaler ici cet élargissement de l'idée. Nous renvoyons pour l'étude de la matière d'abord au 4^e fascicule de 1912 de la *Vie internationale* que publia l'Office central des Associations internationales et qui exposa « le régime des associations internationales », ensuite aux travaux du Congrès mondial des associations internationales tenu à Bruxelles en juin 1913 ⁽²⁾.

Notre proposition de loi autorise le Gouvernement à négocier avec les États étrangers une convention relative au statut international.

*
* *

En abordant le terrain législatif, nous avons à envisager d'abord la méthode à suivre, ensuite le régime légal à instaurer.

Faut-il procéder par voie de solution de principe, en créant du droit

(1) Actes du Congrès mondial de 1910. Rapport de M. Edmond Picard. — Actes du Congrès mondial de 1913. Projet de convention internationale sur le régime juridique des associations internationales présenté par l'Office central. Observations de divers (Kauffman, Jitta, Oppenheim, Schucking). Rapport de M. Cyr. Van Overbergh sur le statut international des associations charitables à la Conférence diplomatique d'assistance des étrangers.

(2) Congrès mondial de 1913. Rapport général fait par l'Office central, sous forme de conclusions et de projet de résolutions. — Dans le discours d'ouverture, le président du Congrès, M. Cooreman, Ministre d'État, s'est exprimé, en ces termes, sur la question du Régime juridique international des Associations :

« Ceux de vous, Messieurs, qui ont assisté au Congrès de 1910 se rappelleront les débats » extrêmement intéressants qui ont marqué l'examen de ce problème complexe et délicat. » Dans la plupart des pays, la germination associationniste s'intensifie de remarquable » façon, mais combien de groupements chercheraient en vain, même chez eux, dans la » législation nationale, le moyen de se procurer un état civil juridique et, avec lui, » l'investiture d'une vie quelque peu consistante ! A côté des groupements nationaux, et » souvent comme leurs indispensables corollaires, les Associations internationales se » multiplient sans cesse, mais, sur le terrain du droit, combien leur situation n'apparaît- » elle pas incertaine et précaire ! Il s'agirait de trouver la formule d'un statut universel » régissant les Associations internationales, leur permettant de vivre leur vie, de réaliser » leurs fins.

» Etre ou ne pas être, voilà la question, dit Hamlet, et l'alternative est tragique. Etre » et ne pas être, voilà, pourrait-on dire, la situation pour nos groupements, et le cas est » assurément bizarre. Etre et ne pas être ! Etre en fait et ne pas être en droit ! Comment » sortir de l'impasse ? Au point de vue international où faut-il chercher le joint ? Est-ce » dans des textes législatifs, ou dans une convention intergouvernementale, ou dans un » protocole diplomatique ? Sera-ce l'œuvre des parlements ou celle des chancelleries ? Il » y a certes là de quoi stimuler au premier chef la sollicitude du Congrès et la subtilité de » ses esprits les plus ingénieux. »

commun, en faisant une loi générale dont puissent bénéficier toutes les associations internationales qui s'y conforment; ou bien faut-il procéder par voie de solution d'espèces, en créant des privilèges, en accordant la personification civile à des associations déterminées déjà existantes et jugées plus particulièrement dignes d'intérêt?

Nous avons suivi la première voie; elle nous paraît plus normale, plus conforme au courant libéral qui entraîne le monde juridique, plus pratique eu égard à l'encombrement qui étouffe les travaux du Parlement.

La seconde voie conduit à un système d'expédients dont le principe ne peut être justifié.

On comprend que le législateur recoure à la solution d'espèce aussi longtemps qu'il n'y a pas de solution de principe, c'est-à-dire de régime légal formant le droit commun dont toutes les associations puissent bénéficier. C'est une nécessité, c'est le seul moyen d'appeler à la vie légale les associations qui, en principe, en sont privées.

Mais on ne comprend pas que la solution d'espèce devienne la règle et serve tout juste à écarter la solution de principe. Elle devient ainsi une arme dirigée contre le principe, contre la liberté d'association elle-même, qui n'est qu'une manifestation de la liberté des individus. Elle renferme une contradiction manifeste. Elle conduit à ce résultat bizarre de refuser aux associations, au moment de leur naissance, un régime légal dont on les croit dignes pour poursuivre leur existence.

C'est rendre la naissance plus difficile que la continuation de la vie; c'est supprimer les organes de la vie juridique à un moment où ils sont le plus nécessaires; c'est presque instaurer pour les associations un régime légal « anticonceptionnel ».

Pourquoi obliger les associations à se contenter pendant des années d'une existence de fait qu'on est obligé de convertir ensuite en existence de droit? C'est opposer le fait au droit au lieu de les harmoniser. Pareille attitude s'inspire de l'idée fausse que l'association est un mal en soi et n'est un bien que par exception. Elle est une réaction contre le progrès des idées qui s'est manifesté en Belgique comme à l'étranger.

Nous pensons qu'il faut faire du droit commun et offrir à la grande catégorie des associations internationales à but scientifique un régime légal qui en favorise la naissance aussi bien que le développement.

Quel doit être ce régime légal?

Nous croyons devoir préconiser le régime le plus large, celui qui laisse aux intéressés le plus de liberté et de souplesse pour atteindre leur but collectif d'ordre intellectuel, et nous considérons comme contraire à l'intérêt social toute défiance inutile qui se traduirait par un formalisme encombrant et qui viserait autre chose que la garantie des droits des membres ou les restrictions apportées par le droit traditionnel à la possession immobilière et à l'acceptation de libéralités.

Trois motifs nous obligent à insister : les vœux des associations elles-mêmes, la comparaison avec la législation étrangère, l'évolution logique du droit belge.

L'Office central des associations internationales, dans le rapport général présenté au Congrès mondial de Bruxelles de 1913, développe cette idée sous la rubrique de « régime juridique des associations internationales ». Il s'est guidé par une enquête faite auprès de tous les groupes affiliés et à laquelle ont collaboré d'éminents juristes des divers pays. On peut dire que son vœu de voir évoluer les associations en pleine liberté, en dehors d'un formalisme étroit, est inspiré par la pratique même de la vie internationale qui, durant ces dernières années, s'est manifestée avec une grande intensité.

La législation belge, à l'égard des sociétés en général, s'est faite dans une atmosphère de défiance qui a ralenti son développement rationnel et normal. Nous nous en apercevons surtout lorsque nous regardons autour de nous; et il nous faut même quelque effort pour nous mettre d'emblée dans la mentalité des pays plus avancés dans cette voie.

Presque partout la personnification civile est de droit, sans demande, sous la condition d'un simple enregistrement, et la liberté la plus grande est laissée dans la rédaction des statuts. L'être civil, moral, juridique se meut, avec la même liberté et sous la même responsabilité que l'individu, dans les limites du droit public et privé.

Pourquoi imposer aux associations, surtout aux associations internationales sans but de lucre, auxquelles collabore une élite intellectuelle, des conditions multiples, soit pour leur naissance, soit pour leur administration?

Pourquoi exiger un acte authentique qui peut rendre l'adhésion d'étrangers bien compliquée, alors qu'on ne le demande pas dans les autres pays et qu'on ne le demande en Belgique ni pour les sociétés mutualistes ou coopératives, ni pour les unions professionnelles.

Pourquoi exiger un nombre de sept membres, alors que le Code suisse ne fixe pas de nombre pour les associations politiques, religieuses, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou autres, que la loi Waldeck-Rousseau des 1^{er} et 2 juillet 1901 n'exige, pour former une association, qu'une convention entre deux ou plusieurs personnes, que la loi anglaise permet à une « sole corporation » de vivre avec une seule personne? ⁽¹⁾

(1)

Code civil néerlandais.

ART. 1690. — Indépendamment de la société proprement dite, la loi attribue le caractère de personnes morales à des réunions d'individus, instituées ou reconnues comme telles par le pouvoir public ou tolérées comme licites, ou bien formées dans un but déterminé, non contraire aux lois ou aux bonnes mœurs.

Code civil suisse.

TITRE II. — DES PERSONNES MORALES.

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale.*

Les sociétés organisées corporativement, de même que les établissements ayant un but

Pourquoi soumettre les associations à des règles multiples quant à l'administration, aux assemblées générales, etc., alors qu'elles ont tout intérêt et toute compétence pour les tracer elles-mêmes ?

On ne peut oublier qu'en nous montrant plus exigeant et formaliste que les autres pays, notamment la Suisse et la Hollande qui, comme la Belgique, sont choisies fréquemment pour le siège d'associations internationales, nous détournons de nous des collaborations dont nous devrions être fiers.

Au surplus, notre législation sur les sociétés évolue lentement mais sûrement vers le régime de complète liberté.

Comptons les étapes.

C'est la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés, supprimant les autorisations officielles et ajoutant aux formes existantes des sociétés à capital fixe la société coopérative à capital et à personnel variables.

C'est la loi modificative du 22 mai 1886 qui substitue au système mal-faisant des nullités celui de la publicité et de la responsabilité.

C'est la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières qui permet aux sociétés de prendre la forme de société commerciale sans perdre leur caractère civil.

C'est la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes, qui reconnaît à l'organisation de l'assistance mutuelle la forme souple créée par la pratique séculaire.

C'est la loi du 31 mars 1898 sur l'union professionnelle qui donne aux intérêts professionnels, même d'ordre moral, le moyen de s'organiser et de se défendre dans des associations à personnification civile ; son principe bienfaisant attend encore une plus large extension.

On le voit, c'est toujours vers une plus grande liberté que marche la législation. C'est pourquoi nous nous sommes rapprochés du type des unions professionnelles qui marque le dernier stade de l'évolution du droit belge.

Nous ne pouvons regresser. Nous devons laisser les intéressés organiser leur activité sans entraves. C'est le système suivi par le Gouvernement, sur l'initiative du regretté M. de Lantsheer, Ministre de la Justice, pour l'attribution de la personnification civile aux Universités de Bruxelles et de Louvain. La loi les traite comme deux citoyens nouveaux prenant place dans la nation belge ; elle ne comprend que cinq articles, se limitant avec raison aux dispositions essentielles et reconnaissant assez d'intelligence et de compétence

spécial et une existence propre, acquièrent la personnalité en se faisant inscrire au registre du commerce.

CHAPITRE II. — *Des associations.*

ART. 60. — Les associations politiques, religieuses, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou autres qui n'ont pas un but économique acquièrent la personnalité dès qu'elles expriment dans leurs statuts la volonté d'être organisées corporativement.

Les statuts sont rédigés et contiennent les dispositions nécessaires sur le but, les ressources et l'organisation de l'association.

aux administrateurs de ces institutions pour régler toute leur vie intérieure; le succès législatif de la réforme qui était attendue depuis si longtemps est dû en grande partie à la simplicité de la forme ⁽¹⁾.

Nous pensons qu'il en doit être de même pour les associations internationales.

*
* *

Nous avons repris les formules simples proposées précédemment, mais nous avons emprunté aux congrès des associations internationales et au savant rapport de l'honorable M. Van Cleemputte des dispositions complémentaires.

En ordre principal, la proposition de loi a pour objet les associations internationales à but scientifique, établies en Belgique, qui ont comme organe d'exécution une institution ou un comité permanent ayant son siège dans notre pays; elle organise leur régime juridique ou statut national belge. Quant aux associations internationales, régies par une loi étrangère, elle se contente de leur reconnaître les droits résultant de leur statut national.

Jouissent de la personification civile, c'est-à-dire sont des personnes civiles, ou possèdent la personnalité juridique, les associations belges que l'on appelle communément internationales à raison de leur caractère et de leur activité et qui réunissent les conditions suivantes :

Il faut qu'elles aient un but scientifique, c'est-à-dire qu'elles se meuvent sans esprit de lucre sur le vaste champ de la science, peu importe la spécialité du savoir humain; et à la science se rattache logiquement l'art dans ses multiples expressions.

Il faut qu'elles aient un champ d'activité internationale, c'est-à-dire qu'elles soient accessibles aux nationaux de divers pays.

Il faut qu'elles affirment leur existence en Belgique par l'établissement dans le pays d'un bureau, d'une institution ou d'un comité permanent qui les représente.

Dès que ces conditions sont réunies, il y a intérêt à leur laisser le plus de liberté possible. C'est pourquoi nous n'exigeons que les conditions indispensables pour former une association internationale sérieuse et pour sauvegarder les intérêts des membres et des tiers : des statuts contenant les éléments essentiels, la publication des statuts et du bureau dirigeant. Il n'est pas sans intérêt de constater ici que l'Office central est fréquemment consulté par les associations internationales en formation sur leurs futurs statuts.

Conformément à des traditions reçues, la possession immobilière est limitée aux nécessités du but social, et la donation entre vifs et par testament est soumise, conformément à un amendement proposé par la Commission, au régime que l'article 910 du Code civil impose aux institutions publiques,

⁽¹⁾ PAUL ERRERA, *La personification civile des Universités de Bruxelles et de Louvain*, 1912. Paris, N. Giard et T. Brière.

c'est-à-dire à l'autorisation de l'arrêté royal. Le donateur peut se réserver le droit de reprendre, en cas de liquidation, l'objet de la donation soit en nature, soit en contre-valeur.

L'inexistence ou la dissolution de l'association peut être prononcée par le tribunal à la demande soit du ministère public, soit de tout intéressé, dans les cas indiqués; le tribunal de première instance, à défaut de dispositions dans les statuts ou de décisions de l'assemblée générale, nomme éventuellement les liquidateurs, et la liquidation se fait suivant les règles tracées pour la liquidation des sociétés anonymes.

Les faveurs fiscales sont empruntées à la législation sur les habitations ouvrières.

Les associations internationales régies par une loi étrangère jouissent du droit résultant de leur statut national dans les conditions prévues pour les associations internationales régies par la loi belge. Ce n'est que l'application d'une jurisprudence constante qui reconnaît aux personnes morales le bénéfice du statut personnel.

Le Gouvernement belge peut conclure avec les États étrangers des traités établissant un statut international pour les associations internationales.

Telle est, dans toute sa simplicité, l'économie du régime proposé.

*
* *

Les Chambres n'hésiteront pas à donner aux associations internationales à but scientifique, qui font à la Belgique l'honneur de solliciter son hospitalité et son concours, l'arme dont elles ont besoin pour leurs conquêtes pacifiques.

Voulons-nous être bien accueillis, soyons accueillants pour les autres ⁽¹⁾. Montrons leur un pays où l'on a foi dans la liberté, où le travail est encouragé et fécondé par la liberté d'association. C'est le moyen pratique d'élargir notre horizon, de grandir nos idées au contact des autres. C'est aussi notre devoir.

(1) C'est une tradition ancienne du Gouvernement de donner son patronage et ses subsides aux nombreux congrès internationaux qui se réunissent chaque année en Belgique. Cette tradition remonte aux premières années de notre indépendance, les Belges du temps de Quetelet et de Vischers ayant pris une part tout à fait prépondérante à l'organisation des congrès internationaux, alors à leurs débuts. C'est ainsi que le premier Congrès international de la Paix fut organisé à Bruxelles avec le concours des Américains. Lors des expositions de Bruxelles, Anvers, Liège, Bruxelles et Gand, le Gouvernement participa officiellement à la plupart des réunions internationales qui tinrent à cette occasion leurs assises en Belgique. Ce fut sous sa direction immédiate que fut organisé le Congrès d'expansion de Mons en 1905, congrès qui eut pour objectif d'envisager, du point de vue mondial, toutes les grandes questions de l'heure présente et qui a donné lieu depuis à la formation de diverses associations internationales importantes. Le Gouvernement a patronné aussi l'Union des associations internationales et il a, pour l'aider à constituer un centre international à Bruxelles, mis des locaux à sa disposition.

Nous exprimions cette pensée au nom de la Commission chargée d'examiner la convention relative à l'Institut international de Rome :

« La Belgique est un pays privilégié au point de vue politique, grâce à la
» garantie de neutralité que les Puissances lui ont donnée. Elle est comme
» une terre internationale, vouée aux travaux de la paix. Elle ne saurait jouir
» dans l'oisiveté de cette faveur; elle a le devoir d'apporter au mouvement
» international qui recherche en commun les progrès dans tous les domaines,
» son modeste concours, le concours de son esprit appliqué, éclectique,
» méthodique.

» C'est la voie dans laquelle les petits pays peuvent, sans prétention exa-
» gérée, pratiquer l'émulation avec les grands; peu importent l'étroitesse de
» leurs frontières et le chiffre réduit de la population; ils comptent dans la
» proportion de leur activité intellectuelle et du rayonnement de leurs
» idées ⁽¹⁾.

» La Belgique voit augmenter tous les jours son contact avec le courant
» mondial de la pensée, formant de plus en plus sa mentalité pour l'action
» internationale; et ce n'est pas sans un sentiment de fierté nationale que
» nous voyons se multiplier les efforts généreux pour lui assurer une place
» honorable dans la coopération pacifique qui rapproche les peuples. »

ÉMILE TIBBAUT.

(1) M. Beernaert, Ministre d'État, président, à Anvers, le 12 mai 1907, l'Assemblée générale des Comités régionaux de propagande pour la seconde expédition antarctique belge, prononçait ces belles paroles :

« Les petites nations ont, elles aussi, à remplir leur rôle en ce monde, et quand elles
» sont heureuses, comme nous le sommes, le devoir devient plus strict. Il faut qu'elles
» apportent leur contingent au progrès; il faut qu'elles aient en vue le bien du grand
» nombre; il faut aussi qu'elles prennent part au développement scientifique dans tous
» les domaines. Et comment, même au dehors, n'applaudirait-on pas à un effort désinté-
» ressé et qui a en vue le bien du monde? »

Proposition de loi tendant à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique.

ARTICLE PREMIER.

Jouissent de la personnification civile, aux conditions et dans les limites de la présente loi, les associations ouvertes aux Belges et aux étrangers, qui ont comme organe d'exécution une institution ou un comité permanent ayant son siège en Belgique, dont l'administration comprend au moins un associé belge et qui, sans esprit de lucre, poursuivent un but scientifique.

ART. 2.

Les statuts règlent :

- 1° La dénomination de l'association;
- 2° Son objet;
- 3° Son siège;

4° Les conditions d'admission, d'exclusion ou de sortie des membres et, s'il y a lieu, des membres des diverses catégories;

5° Les droits et les obligations des membres. Sauf dispositions spéciales des statuts, les membres ne sont tenus, du chef de leur souscription, qu'au montant de leur cotisation;

6° L'organisation de la direction de l'association et de la gestion des biens, le mode de nomination et de révocation des personnes chargées de cette direction et de cette gestion, leurs pouvoirs, la

Wetsvoorstel tot verleening van rechts-persoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel.

EERSTE ARTIKEL.

De vereenigingen, toegankelijk voor Belgen en vreemdelingen, hebbende als middel van werking eene instelling of een bestendig comiteit, gevestigd in België, waarvan het bestuur ten minste één Belgisch lid bevat en die, zonder winstbejag, een wetenschappelijk doel beoogen, genieten rechtspersoonlijkheid onder de voorwaarden en binnen de grenzen gesteld door deze wet.

ART. 2.

De statuten bepalen :

- 1° De benaming van de vereeniging;
- 2° Haar doel;
- 3° De plaats waar zij haren zetel heeft;

4° De voorwaarden vereischt tot aanneming, tot uitsluiting of tot aftreding van de leden en, indien er grond voor is, van de leden der verschillende klassen;

5° De rechten en de verplichtingen der leden. Behoudens bijzondere bepalingen in de statuten, zijn de leden, wegens hunne inschrijving, slechts gehouden tot het beloop van hunne bijdrage;

6° De inrichting van het bestuur der vereeniging en van het beheer der goederen, de wijze van benoeming en van afzetting der personen, met dit bestuur en met dit beheer belast, hunne bevoegd-

durée de leur mandat et notamment la désignation du membre ou des membres aux poursuites et diligence duquel ou desquels s'exerce le droit d'ester en justice;

7° Le mode de liquidation des droits appartenant dans l'actif aux associés qui cessent de faire partie de l'association soit par décès, soit autrement;

8° Les conditions de la modification aux statuts, de la dissolution et de la liquidation de l'association.

ART. 3.

Les statuts sont publiés aux Annexes du *Moniteur belge*. Il en est de même des noms, prénoms, professions et domiciles des membres qui dirigent et administrent l'association. La même publication est imposée pour les modifications aux statuts et au personnel de la direction ou de l'administration. Le dixième jour après la publication, l'association jouit de la personnification civile; les modifications aux statuts produisent leur effet après le même délai et dans les mêmes conditions de publication.

ART. 4.

L'association ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à son but scientifique et à son administration. Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder les immeubles ayant cette destination, mais qu'il lui serait impossible d'employer immédiatement à cette fin.

heden en namelijk de aanwijzing van het lid op wiens verzoek of van de leden op wier verzoek het recht wordt uitgeoefend om in rechten op te treden;

7° De wijze van vereffening der rechten in het actief, toebehoorende aan de leden die, hetzij door overlijden, hetzij anderszins, ophouden deel uit te maken van de vereeniging;

8° De voorwaarden waarop moet worden overgegaan tot de wijziging van de statuten, alsmede tot de ontbinding en vereffening van de vereeniging.

ART. 3.

De statuten worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgische Staatsblad*. Dit is eveneens het geval met de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden die de vereeniging besturen en beheeren. Dezelfde bekendmaking wordt opgelegd voor de wijzigingen in de statuten en de verandering ondergaan door het personeel van het bestuur of van het beheer. De vereeniging bezit rechtspersoonlijkheid den tienden dag na de bekendmaking; de wijzigingen in de statuten zijn van kracht na hetzelfde tijdsverloop en mits dezelfde bekendmaking geschiedde.

ART. 4.

De vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook, geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig voor haar wetenschappelijk doel en haar beheer. Zij kan bij koninklijk besluit worden gemachtigd de onroerende goederen te bezitten die daarvoor bestemd zijn, doch waarvan het haar niet mogelijk is onmiddellijk gebruik te maken met dat doel.

Les donations entre vifs ou par testament, à son profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris, détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

Les libéralités sont, en attendant l'autorisation, acceptées par l'administration de l'association, vis-à-vis du donateur, lequel demeure lié jusqu'à décision.

Le disposant peut stipuler, soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou ayants cause, le droit de reprendre, en cas de liquidation de l'association, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité ou les biens eux-mêmes.

ART. 5.

Sur la demande de tout intéressé ou du ministère public, les tribunaux peuvent déclarer que la personnification civile n'existe pas, à défaut d'observation des articles 1, 2 ou 3, ou si l'objet de l'association est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. La demande n'est recevable que si elle est intentée dans les trois mois à partir du dixième jour après la publication des statuts.

La dissolution peut être prononcée, sur la demande du ministère public ou de tout intéressé, dans les quatre cas suivants : emploi des capitaux ou des revenus de l'association à un objet autre que celui pour lequel elle est formée, insolvabilité, absence d'administration,

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, te haren voordeele gedaan, hebben eerst uitwerking wanneer daartoe machtiging is gegeven overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek. Het besluit, waarbij machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene schenking bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er reden toe is, den termijn binnen welken het goed moet worden verkocht.

De schenkingen worden, in afwachting van de machtiging, door het beheer der vereeniging aangenomen tegenover den schenker; deze blijft gebonden tot dat er eene beslissing is.

De beschikker kan, hetzij te zijnen voordeele, hetzij ten voordeele van zijne erfgenamen of rechthebbenden, bepalen dat hij, ingeval van vereffening der vereeniging, het recht zal hebben terug te nemen eene som gelijk aan de waarde der goederen, de schenking uitmakende, of de goederen zelf.

ART. 5.

Op eisch van elken belanghebbende of van het openbaar ministerie, mogen de rechtbanken verklaren dat, indien men in gebreke blijft de artikelen 1, 2 of 3 na te leven, of indien het doelwit der vereeniging strijdig is met de openbare orde of met de goede zeden, de rechtspersoonlijkheid niet bestaat. De eisch is slechts ontvankelijk, wanneer hij is ingesteld binnen drie maanden te rekenen van den tienden dag na de bekendmaking der statuten.

De ontbinding kan, op eisch van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, worden uitgesproken in de volgende vier gevallen : bij aanwending van de kapitalen of van de inkomsten der vereeniging tot een doel ander dan dit voor hetwelk zij is tot stand ge-

poursuite d'un but contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

ART. 6.

Sauf disposition des statuts ou de l'assemblée statutairement désignée à cet effet, le tribunal de première instance, sur requête motivée du ministère public ou de tout intéressé, nomme les liquidateurs dont l'action est réglée par les dispositions des lois belges sur les sociétés commerciales.

ART. 7.

Les actes et procès-verbaux portant formation, modification ou dissolution de l'association, nomination ou remplacement d'administrateur ou de commissaire, ainsi que les actes et registres concernant exclusivement l'administration sociale, et les procurations données par les fondateurs pour la constitution de l'association, ou par les associés pour leurs relations avec elle, sont exempts de timbre et enregistrés gratis à moins qu'ils ne renferment des dispositions assujetties au droit proportionnel d'enregistrement.

Les extraits, copies ou expéditions de ces actes et procès-verbaux sont également exempts du timbre.

ART. 8.

Les associations internationales qui ont leur siège à l'étranger et qui sont régies par une loi étrangère, mais qui réunissent les conditions déter-

komen; bij onvermogen; bij ontstentenis van beheer; bij najaging van een doel strijdig met de openbare orde of met de goede zeden.

ART. 6.

Behoudens bepaling in de statuten of vanwege de vergadering, ingevolge de statuten daartoe aangewezen, benoemt de rechtbank van eersten aanleg, op met redenen omkleed verzoekschrift van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, de vereffenaars; dezer werkzaamheden zijn geregeld door de bepalingen der Belgische wetten op de vennootschappen van koophandel.

ART. 7.

De akten en processen-verbaal, houdende oprichting, wijziging of ontbinding van de vereeniging, benoeming of vervanging van een beheerder of van een commissaris, alsmede de akten en boeken betreffende uitsluitend het maatschappelijk beheer, en de volmachten door de oprichters gegeven voor het tot stand brengen van de vereeniging, of door de leden voor hunne betrekkingen met haar, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd, ten ware zij bepalingen behelzen die aan het evenredig registratierecht zijn onderworpen.

De uittreksels, copieën of afschriften van die akten en processen-verbaal zijn insgelijks vrij van zegel.

ART. 8.

De nationale of internationale vereenigingen, welke haren zetel in den vreemde hebben en onder toepassing van eene vreemde wet vallen, doch

minées par l'article premier et qui se conforment aux articles 2 et 3, peuvent exercer en Belgique, dans les limites de l'article 4 et sans préjudice de l'ordre public, les droits qui résultent de leur statut national. Il n'est pas exigé que l'administration comprenne au moins un associé belge.

ART. 9.

Le Gouvernement belge est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour l'établissement d'un statut international des associations scientifiques internationales sur les bases de la présente loi.

welke voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 1 en zich gedragen aan de artikelen 2 en 3, mogen in België, binnen de grenzen van artikel 4 en onverminderd de openbare orde, uitoefenen de rechten voortvloeiende uit haar nationaal statuut. Er wordt niet geëischt, dat het bestuur ten minste één Belgisch lid bevatte.

ART. 9.

De Belgische Regeering wordt gemachtigd tot het sluiten van tractaten met vreemde Staten ten einde, naar de grondslagen van deze wet, een internationaal statuut voor de internationale wetenschappelijke vereenigingen tot stand te brengen.

ÉM. TIBBAUT.

A. BORBOUX.

ÉMILE BUISSET.

ÉMILE VANDERVELDE.

LOUIS BERTRAND.

DE PONTIÈRE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1913.

Wetsvoorstel tot verleenig van rechtspersoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsvoorstel strekt om aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel het eigen juridisch leven te schenken, dat haar moet in staat stellen hare weldoende werkzaamheid te uiten en te ontwikkelen; aan de vereenigingen, die haren zetel in België hebben, verleent zij rechtspersoonlijkheid; voor de vreemde erkent zij de rechten voortvloeiende uit haar nationaal statuut.

In hoofdzaak is het de herhaling van het wetsvoorstel dat ter vergadering van 26 Juli 1907 ⁽¹⁾ werd ingediend en waarover de achtbare heer Van Cleemputte een verslag ⁽²⁾ uitbracht, van hetwelk mag worden gezegd dat het een waar monument van juridische wetenschap is; dat eerste voorstel is echter vervallen ten gevolge van de ontbinding der Wetgevende Kamers.

Het oogenblik om het andermaal bij de Kamer aanhangig te maken schijnt bijzonder goed geschikt. Het Wereldcongres der Internationale Vereenigingen waar, op 15-18 Juni 1913, honderd negen en zestig vereenigingen vergaderden en waar twee en twintig Regeeringen waren vertegenwoordigd, deed uitschijnen welke buitengewone uitbreiding werd verkregen

(1) Kamerstuk, n° 219.

(2) Vergadering van 3 Mei 1910, stuk, n° 221.

door de internationale groepeeringsen die, zonder winstbejag, hetzij een doel van economischen aard, hetzij een doel van moreelen of van intellectueelen aard beoogen, en tevens den snellen ontwikkelingsgang, door dit sociaal verschijnsel teweeggebracht op het gebied van het recht en van de wetgeving.

De werkzaamheden van zijne juridische afdeeling, waaraan een uiteenlopend onderzoek bij de verschillende internationale groepeeringsen voorafging, hebben geleid tot oplossingen die, eenpariglijk aangenomen, moeten worden beschouwd als de les der ondervinding opgedaan bij het in aanraking komen met de werkelijkheid en die, naar het ons dunkt, tot leidraad moeten dienen voor den wetgever.

Wij namen die tot uitgangspunt bij het opstellen van dit wetsvoorstel dat, elk hinderend formalisme ter zijde latend, rechtspersoonlijkheid verleent aan de internationale vereeniging met wetenschappelijk doel, zoodra dezer bestaan zich in bepaalde vormen uit, die aan de leden volkomen vrijheid laat om haar bestuur te regelen en zich tevreden stelt met eene beperkende tusschenkomst van de openbare machten voor het bezit van onroerende goederen en het aanvaarden van schenkingen.

*
* *

Alvorens het aangeprezen stelsel te rechtvaardigen, is het noodig dat wij een vluchtigen blik werpen op de feiten en de denkbeelden waaruit het is ontstaan.

De aandacht van de Kamer werd daarop eene eerste maal gevestigd door de Bijzondere Commissie die zich ouledig hield met het onderzoek van de overeenkomst betreffende het Internationaal Landbouw-Instituut te Rome. Ziehier een uittreksel uit dit verslag ⁽¹⁾ :

« De oprichting van het Internationaal Landbouw-Instituut te Rome » staat in verband met de wijde beweging tot regeling van de belangen der » volken op een wereldbasis die, in deze laatste jaren, tot practisch gevolg » had een indrukwekkend geheel van internationale instellingen in 't leven » te roepen.

» De eene zijn officieel en zijn meer in het bijzonder gevestigd in kleine » landen behorende tot het middendeel van Europa. In Zwitserland zijn » het de Internationale Inrichtingen voor posterijen, telegrafien, industrieelen, letterkundigen en artistieken eigendom, de Centrale Dienst voor » internationaal spoorwegvervoer, de Internationale Dienst voor de bescherming der arbeiders. In België zijn het de Internationale Inrichting voor » het uitgeven van de tollarieven en het Internationaal Bureel tot beteu-

(1) Verslag ingediend ter vergadering van 14 Juni 1907. De Commissie was samengesteld uit de heeren Raemdonck, voorzitter, Bertrand, Lorand, Tibbaut, verslaggever, de Limbourg Stirum.

- » geling van den slavenhandel, beide gesticht in 1890, alsook de Bestendige
- » Internationale Suikercommissie, in 1902 tot stand gebracht.
- » Velerlei internationale doeleinden worden beoogd door vrije inrich-
- » tingen, die haar bestaan niet hebben te danken aan overeenkomsten
- » onder Staten, doch waarvan de werkingskracht aanzienlijk is.
- » België is de zetel van tal dier instellingen : op den eersten rang dienen
- » te worden vermeld het Instituut voor internationaal recht (1873); de
- » Internationale Bond voor de Congressen der Spoorwegen (1885); de
- » Internationale Vereeniging der trams en der spoorwegen van plaatselijk
- » belang (1886); het Internationaal Koloniaal Instituut (1894); het
- » Internationaal Instituut voor Bibliografie (1895); de Internationale
- » Zeevaart-Commissie (1897); de Bestendige Internationale Bond der
- » Congressen voor Scheepvaart (1900); het Internationaal Instituut tot
- » onderzoek van het vraagstuk van den middenstand (1903); het Inter-
- » nationaal Instituut voor Openbare Kunst (1905); het Internationaal
- » Bestendig Bureel voor de Mutualiteit (1905); de Internationale Com-
- » missie voor Landbouwonderwijs (1905); het Bestendig Comité der
- » Internationale Congressen voor goedkoope woningen (1906); en talrijke
- » andere inrichtingen hebbende ten doel verzekering, geneeskunde, recht,
- » volkenbeschrijving, onderwijs, huiselijke opvoeding, muziek, bescher-
- » ming, enz.
- » De spontane oprichting der internationale instellingen en het getal daar-
- » van bewijzen de breede vlucht, thans door de internationalistische bewe-
- » ging genomen. Het is van belang dat de Regeeringen hare aandacht op
- » die feiten gevestigd houden. »

*
* * *

Wat al vooruitgang sedert 1907 !

Het getal der internationale instellingen gaat vijf honderd te boven en hare eigen bedrijvigheid, naar 't voorbeeld van die der bijzondere personen, brengt ze nader tot elkaar, lokt medewerking uit, doet aanraking ontstaan, smeedt banden van toenadering waaruit een immer drukker leven ontstaat.

In 1907 vergadert de tweede groote Vredesconferentie. Toen werden, voor de eerste maal, door zes en veertig Regeeringen — die van al de Souvereine Staten der Wereld — afgevaardigden gezonden naar 's Gravenhage; deze afgevaardigden werkten er maanden lang om de leemten van het internationaal recht aan te vullen. Die Conferentie wekte de internationale bedrijvigheid allerzijds op. Van officieele zijde wordt de Internationale Dienst voor de volksgezondheid opgericht en diplomatische Conferenties worden er toe gebracht, maatregelen te nemen tot regeling van de opium, van de saccharine, tot inrichting van de wetenschappelijke medewerking in zake seismologie, tot bepaling van de regelen betreffende de Baltische Zee

en de Witte Zee, tot invoering van een internationalen dienst voor de uur-regeling, tot vaststelling van de internationale wet op de check en den wisselbrief.

Tevens komen tot stand een gansche reeks van Congressen, die dadelijk den vorm van bestendige internationale vereenigingen aannemen : bestuurs-wetenschappen, tropische landbouw, periodieke pers, vlas- en hennep-teelt, huisarbeid, landbouwvereenigingen, pachters, staal, petroleum, pedologie, lichamelijke opvoeding, zedelijke opvoeding, eugeniek, economische bonden, luchtscheepvaart, verzekeringen, enz.

Anderzijds geven de vroegere bestaande vereenigingen en congressen voortdurend blijken van eene buitengewone bedrijvigheid : het getal hunner zittingen neemt toe, hunne werkzaamheden krijgen een meer organischen vorm, het getal hunner leden wordt grooter, nieuwe landen worden er toe gebracht zich geregeld te doen vertegenwoordigen op hunne vergaderingen.

De groote Wereldtentoonstellingen van Brussel, Turin en Gent geven aanleiding tot talrijkere officieele bijeenkomsten, terwijl de vooruitgang op economisch en intellectueel gebied meerdere betrekkingen tusschen de landen in 't leven roept en bijgevolg de internationale regeling op elk gebied noodzakelijker maakt ⁽¹⁾.

Ook sedert 1907 treden milddadige Mœccenas op om de beweging der internationale Vereenigingen te steunen door hunne giften ; op den eersten rang neemt Andreas Carnegie plaats : aan zijne schenkingen geeft hij den vasten vorm van de *Carnegie Endowment for international Peace* en in verscheidene landen richt hij het bewonderenswaardig Heldenfonds op ⁽²⁾.

*
* *

In die bedrijvigheid, welke de mannen van alle landen doet samenwerken tot het bereiken van gemeenschappelijke, moreele en intellectuele doeleinden, heeft België eene ruime plaats ingenomen ; het bepaalde er zich niet bij, talrijke instellingen tot stand te brengen op zijnen eigen grond, zijne medewerking te verleen en aan de verschillende internationale vereenigingen, haar eene milde gastvrijheid aanbiedende ; België deed meer : het was, om zoo te zeggen, de spil waarop de geheele beweging plaats had, het bestudeerde deze en richtte ze naar de ordening der gedane pogingen, naar eene betere aanwending van de middelen, naar de verovering

(1) H. LAFONTAINE en P. OTLET, *La vie internationale et l'effort pour son organisation*, La Vie internationale, 1912, I, bl. 4. — *Annuaire de la vie internationale*, Office central des associations internationales.

(2) De *Carnegie Endowment for international Peace* werd begiftigd met een kapitaal van 10 miljoen dollar (50 miljoen frank). Elk jaar verleent zij eene toelage van 75,000 frank aan « L'Office central des Associations internationales », gevestigd te Brussel. België ontving voor het Heldenfonds een kapitaal van 1 miljoen frank.

van juridische formules, beter overeenkomende met het internationaal, algemeen karakter der groepeerings, met dezer strekking over de geheele wereld ⁽¹⁾.

België, dat op het kruispunt der natiën is gelegen, behoorde natuurlijk die rol op zich te nemen. Wij hebben het doen uitschijnen in de toelichting van ons vroeger wetsvoorstel, waar wij ons beriepen op een uittreksel uit de *Notice sommaire sur les Institutions internationales ayant son siège en Belgique*, uitgegeven door het Internationaal Instituut van Bibliographie ⁽²⁾ :

« De internationale vergaderingen — zoo luidt een verslag in bedoelde » *Notice sommaire* opgenomen —, die eene stad moesten kiezen als centrum voor de door haar tot stand gebrachte instellingen, werden altijd » getroffen door de gansch bijzondere voordeelen welke ons land oplevert : » Centrale topografische ligging op het kruispunt der groote Europeesche » en wereldwegen; onzijdigheid van België; ruime gastvrijheid, den » vreemdelingen aangeboden door een vredelievend en vrij volk ; ontwik- » keld intellectueel midden; verspreide kennis van de voornaamste voertalen ; zin voor inrichting, onderneming en arbeid der Belgen aan wie » die instellingen zijn toevertrouwd ; nog andere voordeelen wegens andere » reeds te Brussel bestaande internationale instellingen; eindelijk, — ten » gevolge van den drang van uitbreiding der Belgische bedrijvigheid in » vreemde landen en van de nederzetting van vreemdelingen in België, — » ontwikkeling in ons land van een wezenlijk internationalen geest » geschikt voor het begripen van de uitheemsche beschavingen en middens, » geest die zich versterkt naarmate onze nationaliteit zelve zich als sterker » en onafhankelijker doet gelden en wij er ons van doordringen, dat onze » politieke onzijdigheid op elk intellectueel, economisch en sociaal gebied » meer werkdadig moet optreden. »

In 1907, op 110 internationale vereenigingen, waarvan het bestaan in de wereld bekend was, hadden er 42 haren maatschappelijken zetel in België; thans zijn er ongeveer 500, waarvan 111 te onzent zijn gevestigd, hetzij voorgoed, hetzij tijdelijk.

Ook, toen in 1910 de 132 internationale vereenigingen, op het Wereldecongres te Brussel vergaderd, een bestendigen band onder haar

⁽¹⁾ *La Belgique et le mouvement international* (België en de internationale beweging tot het oprichten, te Brussel, van een Internationaal Paleis bestemd voor de diensten van de internationale vereenigingen en de totstandbrenging van wereldverzamelingen), 1913, Brussel, Office central des Associations internationales.

Deze uitgave deed het verleden der bewegingen kennen naar tijdsorde, van 1847 af, zette de oorzaken daarvan uiteen en wees op de voordeelen welke aan België worden verschaft en kunnen verschaft worden door het vestigen van het centrum der internationale beweging op zijn grondgebied.

⁽²⁾ Verslag, voorgelezen op de vergadering van de vertegenwoordigers der Internationale Instellingen, 4 Juni 1907.

beproefden tot stand te brengen door instelling van den Centralen Dienst, gaven ze de voorkeur aan Brussel als zetel dezer nieuwe instelling en deze vindt er een steun in eene officieele inrichting : de Internationale Dienst van Bibliographie ⁽¹⁾.

*
* *

Niemand zal betwisten welke diensten de Internationale Vereeniging, een algemeen of een werelddoel beoogende zonder eenig winstbejag, voor de bevordering van de menschheid kan bewijzen ; zij doet zich voor als een maatschappelijk samenstel, beantwoordende aan de behoefte tot inrichting der internationale samenleving ⁽²⁾. De werkzaamheden in den Haag doen zien hoe belangrijk hare rol en hare werking zijn.

Gedachten van officieele internationale regeling komen op, worden verwezenlijkt of streven daarnaar, zooals het Scheidsgerecht, de Bestendige Conferentie der Staten, de verschillende Diensten opgericht tot uitvoering van de bijzondere overeenkomsten tusschen de Staten gesloten. Doch zij konden slechts ontstaan en wortel schieten, omdat de gemeenschappelijke bedrijvigheid zich op allerlei gebied deed gelden in de talrijke internationale vereenigingen, door het privaat initiatief tot stand gebracht. Het gevoel van de internationale solidariteit der belangen werd versterkt door gemeenschappelijke studie, door de samenwerking der uitgelezen geesten, door de tragsgewijze verzwakking van het begrip : grens, bij het onderzoek der vraagstukken die het menschedom aanbelangen. Zóó ontwikkelt zich, met sterker zucht naar vrede, de opvatting van centrale juridische instellingen die dezen moeten vrijwaren.

*
* *

Tot nog toe werkten de internationale vereenigingen op gebrekkige wijze. Zij bestonden in feite, doch niet in rechten ⁽³⁾.

In het verslag, uitgebracht namens de Bijzondere Commissie belast met

(1) *L'Union des Associations internationales*. Constitution du Centre international, Office central, Musée international, Documentation universelle, 1912. Brussel, Office central des Associations internationales.

Het was deze Bond die het Wereldcongres inrichtte. Tot de centrale Verzamelingen, onder zijne leiding ingericht in den samenwerkenden vorm, behooren, onder andere, de zestien zalen van het Internationaal Museum in het Paleis van het Jubeljaar, de internationale bibliotheek die 73,000 werken telt, het repertorium van Bibliographie met reeds elf millioen aantekeningsskaarten gerangschikt volgens de schrijvers en de behandelde stoffen.

(2) *L'Association internationale*, door CYR. VAN OVERBERGH, 1907. Brussel, Internationale Dienst van Bibliographie, en Albert de Wit.

(3) Baron DESCAMPS, Minister van Wetenschappen en Kunsten. Vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. 23 Juli 1907.

het onderzoek der overeenkomst tot oprichting van een Internationaal Landbouw-Instituut te Rome, dachten wij daarop te moeten wijzen in de navolgende bewoordingen :

« Welk is de juridische toestand van het Internationaal Landbouw-Instituut? Is het een rechtspersoon, een juridisch wezen, rechten genietende, niet afhangelende van de Staten of van de afgevaardigden die het samenstellen?

» Deze vraag levert niet alleen een theoretisch belang op. Het begrip van een bestendigen gezamenlijken arbeid vereenzelvigf zich noodwendig met eene bestendige instelling. Een zedelijk lichaam kan alleen dan een eigen en nuttig bestaan hebben wanneer het beschikt over de stoffelijke middelen om daarvan uiterlijk blijk te geven.

» Het Instituut heeft zijne begrooting; het zal zijn personeel, zijne lokalen, zijne verzamelingen, zijn archief bezitten. Bij zijne verrichtingen zal het in aanraking komen met derden, hetzij door arbeidsovereenkomsten, hetzij door overeenkomsten tot ruiling en andere; dit zal aan het Instituut de veelvuldige verplichtingen opleggen, welke voortspruiten uit het burgerlijk leven. Wil het Instituut niet gedoemd zijn tot onmacht, dan behoeft het, als zoodanig, rechten te bezitten, welke het moet kunnen verdedigen, en het dient ook zijne verantwoordelijkheid te kunnen dragen.

» Er kunnen geschillen ontstaan over verplichtingen uit krachte van overeenkomsten of van loutere feiten; er mag aan de beheerders, bij gemis van een rechtswezen bevoegd om in rechten op te treden, geene persoonlijke aansprakelijkheid worden opgelegd. Zoodoende zou men elke medewerking afschrikken, welke in 't meerendeel der bestaande internationale diensten kosteloos wordt verleend, en het ware ongepast ze te ontmoedigen door het gevaar van onzekere rechtstoestanden.

» Giften kunnen aan het gezamenlijk werk worden gedaan, opdat het des te beter zijn maatschappelijk en menschlievend doel zou bereiken, bijvoorbeeld tot het bouwen van een paleis. Deze giften mogen niet onmogelijk worden gemaakt bij gemis van iemand die bevoegd is om ze te aanvaarden en tot het beoogde doel aan te wenden.

» Bestaat er geen rechtswezen dat geldig aanvaarden kan, dan kan er ook geen vast patrimonium bestaan, maar wel een patrimonium, juridisch verbrokkeld volgens het getal medeëigenaars, in zijn bestaan en in zijne taak min of meer bedreigd zoo gauw bij elk van hen de lust tot verdeeling opkomt. Is er geen eenheid en geen bestendigheid meer, wat de middelen aangaat, dan is er ook geen eenheid en geen bestendigheid meer in de werking.

» In onzen tijd wordt er veel vrijgevigheid betoond ten aanzien van werken van algemeen nut. Veelvermogensden trachten het ophoopen van rijkdommen te rechtvaardigen in sociaal opzicht; het voorbeeld van machtige nijverheids- en geldmannen, die hunnen naam hechten aan instellingen van algemeen belang, vindt steeds meer navolgers. Zou men

» niet opwekken tot meerdere vrijgevigheid door aan de schenkers de
» verzekering te geven dat hun werk kan leven als een collectief wezen,
» beschouwd als een rechtspersoon, die zijn bestaan verdedigt en streeft
» naar uitbreiding ?

» Hoe meer de toestand dier instituten of diensten, internationaal of van
» algemeen belang, klaar en duidelijk omschreven is, hoe meer medehel-
» pers en hoe meer zich in daden uitwerkende sympathieën daarvoor zullen
» te vinden zijn.

» Het blijkt niet dat de Italiaansche Regeering door eene bijzondere
» wetsbepaling het Internationaal Landbouw-Instituut de gunst der rechts-
» persoonlijkheid moest verleen. De Internationale Overeenkomst van
» 7 Juni 1905 volstaat om de rechtspersoonlijkheid tot stand te brengen.
» Zij is een verdrag of een akte, door de wettelijke goedkeuring der
» onderscheiden Staten tot wet gemaakt voor al de toetredende landen en
» voor ieder afzonderlijk.

» Doordien zij het Instituut instelde als een bestendige inrichting, met
» eigen leven, eigen bestaanmiddelen en eigen werking, riep zij in het
» leven een juridisch wezen, in staat zijne zending te vervullen.

» Dit vraagstuk van de rechtspersoonlijkheid der internationale vereeni-
» gingen doet zich voor onder eene nieuwe gedaante, ingeval zij niet
» worden tot stand gebracht uit krachte van overeenkomsten die gelden als
» wet, dit wil zeggen : gesloten onder Staten en goedgekeurd door de
» wetgevende machten, maar wel zoo ze zijn samengesteld uit vrije groepen,
» of tevens uit vrije en officieele, ja zelfs eenvoudig uit personen behoo-
» rende tot verscheidene landen. Sommige Staten hebben getracht hun
» recht te regelen naar deze nieuwe behoefte en zijn daarin min of meer
» geslaagd. Bij ons weten zijn er evenwel geene die tot nog toe het passend
» rechtsgewaad hebben gevonden.

» Voor de wetgevende machten rijst hier een hoogst gewichtige rechts-
» vraag op. 't Heeft schijn dat een land als het onze, een der middelpunten
» van internationalisme, bijzonder goed geschikt is om daarvan de oplossing
» te zoeken. »

*
* *

De tijd is gekomen om het bestaan van die internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel wettelijk te erkennen, om aan die vereenigingen toe te laten haar eigen leven te leven in eene juridische atmosfeer van vrijheid en verantwoordelijkheid, met de rechtsmiddelen waarover de eenlingen beschikken in eene georganiseerde maatschappij.

Het wantrouwen dat men vroeger koesterde jegens de personen, die zedelijke, burgerlijke of rechtspersonen worden genaamd, verzwond voor de werkelijkheid en onder den invloed van levendige juridische besprekingen.

De wettenkennis, die de wet beschouwde als de bron van alle rechten

en die er naar streefde, de persoonlijke werkzaamheid in den kring van een eng formalisme te beperken, wijkt voor de opvatting van het recht ontstaande uit de sociale bedrijvigheid, zich noodzakelijk voegend naar hare veranderlijke behoeften, de vrijheid der burgers, die alleenstaan of gegroepeerd zijn binnen de grenzen van het algemeen belang, vergemakkelijkt en beschermend.

De strooming der juridische meening openbaarde zich, in België, in talrijke omstandigheden. De Bond der Belgische advocaten, in 1910 te Brussel vergaderd ter bespreking van een wetsvoorstel uitgegaan van den heer Paul Janson en bestemd om op algemeene wijze rechtspersoonlijkheid te verleenen aan vereenigingen zonder winstbejag, bracht eenstemmig een wensch uit ten voordeele van ons voorstel van wet op de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel ⁽¹⁾.

Hetzelfde jaar werd de staat der zaak in België en in den vreemde op meesterlijke wijze toegelicht door den achtbaren heer Van Cleemputte, verslaggever van de Commissie, die, onder het voorzitterschap van den betreunden Minister van Staat, den heer Beernaert, met het onderzoek van dat wetsontwerp was belast. Door dat geleerd gewrocht, waarin al de stelsels grondig worden ontleed, ruimde de achtbare heer Van Cleemputte uit den weg al de overtollige besprekingen over den aard der zedelijke, burgerlijke of rechtspersonen, die in de Academie thuishooren en den juridischen zin kunnen scherpen, doch van minder belang zijn voor de wettelijke oplossing. Hij komt tot dit afdoende besluit (bladz. 13 van zijn verslag) :

« Uit dit gespannen werk der geesten zal men vooral twee zaken »
 » onthouden : de eerste, dat de vereeniging, hebbende rechtsbevoegdheid, »
 » beantwoordt aan eene gestadige, *noodzakelijke* bezorgdheid van het »
 » menschdom; de tweede, dat zij heden ten dage, zooals vroeger, voorkomt »
 » als een traditioneel middel om een gedeelte van de persoonlijke rijk- »
 » dommen te besteden aan een andermans behoeften, aan het algemeen »
 » belang, aan den verstandelijken en zedelijken vooruitgang der samen- »
 » leving; zij doet zich voor als eene natuurrechtelijke instelling, door de »
 » wetten erkend. »

(1) De heer Alfred Moreau, toen deken van de Orde der advocaten, kortbondig samenvattende de redevoering betreffende de rechtspersoonlijkheid der vereenigingen, door den heer Maurice Hermans uitgesproken op de algemeene vergadering der Jonge Balie van Brussel, den 23^e Maart 1907, zegde namelijk : « Gij aarzeldet niet, eene lastige »
 » maar zeer actueele en in België zeer belangrijke quaestie aan te vatten. Ik denk dat de »
 » zienswijze, welke gij hebt aangenomen en die, zooals gij terecht doet opmerken, te »
 » onzent wordt gesteund door gezaghebbende mannen als Edmond Picard, Adolphe Prins, »
 » Maurice Vauthier, zich opdringt. Thans heeft de Germaansche stelling de overhand. »
 » Bijna al de rechtsgeleerden zijn van gevoelen, dat de private vereenigingen, opgericht »
 » met een doel of om reden van gemeenschappelijke behoeften, gemeenschappelijke »
 » wezens zijn, juridische organismen, met eigen leven buiten elke machtiging vanwege de »
 » Regeering. »

Men mag zeggen dat, in België, het pleit gewonnen is; bestaat er nog verschil van zienswijze, dan is het niet over het grondbeginsel der rechts-persoonlijkheid, maar over de wijze van toepassing ⁽¹⁾.

*
* * *

Tot heden onderzochten wij het vraagstuk enkel in het opzicht van het nationaal recht en meer bijzonder van het Belgisch recht, en daarbij zouden wij het kunnen laten. Doch de uitingen van het eigen leven der internationale vereenigingen hebben nieuwe juridische gezichteinders geopend; daaruit is gebleken dat het noodig was hare werkzaamheid te beveiligen tegen de onbestendigheid verwekt door de wijze waarop de wetten in ieder land worden gemaakt en daaruit ook ontstond de gedachte ze te doen beheeren door eene supernationale of internationale wet, die door overeenkomsten onder de verschillende landen tot stand zou worden gebracht.

Dat is het voorwerp van een wensch, eenparig aangenomen op het Wereldcongres der internationale vereenigingen, te Brussel, in 1910, en op dat van 1913 ⁽²⁾. Wij zullen hier enkel doen aanmerken hoe de opvatting ruimer werd. Voor de studie der zaak verwijzen wij eerst naar de 4^{de} aflevering, jaar 1912, van *La Vie internationale*, uitgegeven door den Centralen Dienst der internationale vereenigingen en « het stelsel aangenomen voor de internationale vereenigingen » uiteenzettende; verder verwijzen wij naar de werkzaamheden van het Wereldcongres der internationale vereenigingen, te Brussel gehouden in Juni 1913 ⁽³⁾.

Ons wetsvoorstel machtigt de Regeering, met de vreemde landen te onderhandelen omtrent eene overeenkomst betreffende het internationaal statuut.

(1) In eene studie met het oog op dit wetsvoorstel gedaan door den achtbaren heer de Ponthière, ontwikkelt deze de conclusie dat elke vereeniging het recht heeft, een verzekerd wettelijk bestaan te bezitten en den bij contract door de leden gevestigden toestand te zien huldigen.

(2) Handelingen van het Wereldcongres van 1910. Verslag van den heer Edmond Picard. Handelingen van het Wereldcongres van 1913. Ontwerp van internationale overeenkomst over het juridisch regiem der internationale vereenigingen, voorgesteld door den Centralen Dienst. Opmerkingen van verschillende deelnemers (Kauffman, Jitta, Oppenheim, Schucking). Verslag van den heer Cyr. Van Overbergh over de internationale wet der liefdadige vereenigingen bij de diplomatische Conferentie voor onderstand van vreemdelingen. Daaraan ontleenen wij de volgende inlichtingen.

(3) Wereldcongres van 1913. Algemeen verslag van den Centralen Dienst, in den vorm van conclusiën en van ontwerp van resolutiën. — In de openingsrede drukte de voorzitter van het Congres, de heer Cooreman, Minister van Staat, zich uit in dezer voege over de quaestie van het internationaal juridisch regiem der Vereenigingen :

« Diegenen onder u, Mijne Heeren, die het Congres van 1910 hebben bijgewoond,
» herinneren zich voorzeker de buitengewoon belangwekkende bespreking over dit
» ingewikkeld en kiesch vraagstuk. Het is merkwaardig hoe, in de meeste landen, de geest
» van vereeniging steeds sterker wordt; doch hoeveel groepeerings zouden te vergeefs,
» zelfs te hunnent, in de nationale wetgeving het middel vinden om zich een juridischen
» burgerlijken stand te verwerven en, met dezen, een enigszins vast leven! Nevens de
» nationale groepen en vaak als onmisbare steun voor deze, vermenigvuldigen zich onop-

*
* * *

Op wetgevend gebied tredende, dienen wij vooreerst na te gaan welk stelsel wij moeten volgen en verder welke wettelijke regeling wij behooren in te voeren.

Moeten wij, de zaak in beginsel oplossende, het gemeenschappelijk recht vestigen door eene algemeene wet, waaruit voordeel kan worden getrokken door al de internationale vereenigingen die er zich naar schikken? Ofwel moet men, bijzondere gevallen oplossende, voorrechten in 't leven roepen, rechtspersoonlijkheid toekennen aan bepaalde vereenigingen die reeds bestaan en die van bijzonder belang geacht worden?

Wij namen den eersten weg; hij schijnt ons regelmatigiger toe, beter overeenkomend met de vrijzinnige strooming die de juridische wereld medesleept, veel practischer, gezien den overlast die de werkzaamheden van het Parlement belemmert.

De tweede weg leidt naar middelen, waarvan het juridisch grondbeginsel niet kan gerechtvaardigd worden.

Het is zeer goed te begrijpen, dat de wetgever ieder geval afzonderlijk oplosse zoolang het grondbeginsel zelf niet is opgelost, met andere woorden, zoolang er geen wettelijke regeling bestaat, uitmakende het gemeene recht, waarvan al de vereenigingen voordeel zouden hebben. Dat is noodzakelijk; 't is het eenige middel om aan de vereenigingen, die hiervan in beginsel zijn beroofd, een wettig leven te verleenen.

Doch men begrijpt niet dat de oplossing van bijzondere gevallen regel worden zou en juist dienen zou om te verhinderen dat het grondbeginsel zelf worde opgelost. Zoo wordt die oplossing gebruikt als een wapen tegen het grondbeginsel, tegen de vrijheid van vereeniging zelve, die enkel eene uiting van de persoonlijke vrijheid is. Zij behelst klaarblijkelijk eene tegenstrijdigheid, zij leidt tot dit zonderling gevolg dat aan de vereenigingen, bij haar ontstaan, eene wettelijke regeling wordt ontzegd waarvan men ze waardig acht om te kunnen voortleven.

Daardoor wordt de geboorte lastiger gemaakt dan de voortzetting van het leven; zoo schaft men de organen van het juridisch leven af op een

» houdelijk de Internationale Vereenigingen, doch hoe onzeker en wisselvallig is haar » toestand op rechtsgebied! Men diende den tekst van eene algemeene wet te vinden, » die de internationale vereenigingen zou beheeren en haar toelaten haar eigen leven te » leven en haar doel te bereiken.

» Te zijn of niet te zijn, dat is de zaak, zegt Hamlet, en tragisch is de keuze. Te zijn en » niet te zijn, dat is, zou men kunnen zeggen, de toestand onzer groepeeringsen, en dat » is voorwaar een zonderling geval! Te zijn en niet te zijn! Feitelijk en niet wettig » bestaan! Hoe daaruit geraakt? Waar moet men, in een internationaal opzicht, de oplossing zoeken? Is het in wetsteksten of in eene overeenkomst onder regeeringen, of in » een diplomatisch protocol? Zal zij het werk zijn van de parlementen ofwel van de » kanselarijen? Er is daar voorwaar stof genoeg tot opwekking van de bezorgdheid van » het Congres en tot het spitsen van den fijnen zin zijner schranderste mannen. »

oogenblik waar zij het noodigst blijken; daardoor wordt voor de vereenigingen als 't ware een tegen de conceptie werkend wettelijk stelsel ingevoerd. »

Waarom zou men de vereenigingen verplichten zich, gedurende jaren, te vergenoegen met een bestaan in feite, waarvan men, naderhand, gedwongen is een bestaan in rechten te maken? Zoo stelt men het feit tegenover het recht, in stede van ze in overeenstemming te brengen. Dergelijke houding wordt ingegeven door de valsche opvatting, dat vereeniging op zich zelf slecht is en enkel bij uitzondering goed kan heeten. Zij is in strijd met den vooruitgang der gedachten, die in België, zooals in den vreemde, werd waargenomen.

Wij zijn van meening dat wij op het gebied van het gemeene recht moeten treden en aan de groote reeks der internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel eene wettelijke regeling moeten aanbieden die haar ontstaan en hare ontwikkeling tevens bevordert.

Wat zal dit wettelijk stelsel zijn?

Ons dunkt dat wij het ruimste stelsel moeten aanprijzen, dat stelsel welk aan de belanghebbenden de meeste vrijheid en de meeste lenigheid geeft ter bereiking van hun gemeenschappelijk verstandelijk doel, en wij beschouwen als strijdig met het maatschappelijk belang elk nutteloos wantrouwen, dat zou gekenmerkt zijn door een belemmerend formalisme en wat anders zou bedoelen dan den waarborg van de rechten der leden of de beperkingen, door het traditioneele recht gesteld tot het bezit van onroerende goederen en het aanvaarden van schenkingen.

Om drie redenen moeten wij aandringen : de wenschen uitgaande van de vereenigingen zelve, de vergelijking met de buitenlandsche wetgeving; den redematigen ontwikkelingsgang van het Belgische recht.

Onder den titel : « juridisch regiem der internationale vereenigingen » zet de Centrale Dienst der internationale vereenigingen die gedachte uiteen in het algemeen verslag uitgebracht op het Wereldcongres te Brussel in 1913. Hij liet zich geleiden door een onderzoek bij al de aangesloten groepen, waaraan uitstekende rechtsgeleerden van de verschillende landen medewerkten. Men mag zeggen dat zijn wensch om de vereenigingen vrijelijk te laten werken, buiten een eng formalisme, is ingegeven door de praktijk zelve van het internationaal leven dat, gedurende deze laatste jaren, zich krachtig openbaarde.

Ten aanzien van de maatschappijen in 't algemeen, werden de Belgische wetten gemaakt met wantrouwen, waardoor hare redematige en regelmatige werking werd vertraagd. Dat zien wij vooral wanneer wij een blik rondom ons werpen; het kost ons zelfs eenige moeite, rechtstreeks in te grijpen in den geest der natiën welke ons op dien weg zijn voorbijgestreefd.

Schier overal bestaat rechtspersoonlijkheid van rechtswege, zonder aanvraag, mits eenvoudige registratie, en is de grootste vrijheid gegund bij het

opmaken der statuten. Het burgerlijk, zedelijk en juridisch wezen beweegt zich met gelijke vrijheid en onder eene gelijke verantwoordelijkheid als de eenling, binnen de grenzen van het openbaar en het privaat recht.

Waarom dan aan de vereenigingen, vooral aan de internationale vereenigingen zonder winstbejag, waartoe uitgelezen mannen bijdragen, veelvuldige voorwaarden opgelegd, hetzij voor haar ontstaan, hetzij voor haar bestuur?

Waarom zou men een authentieke akte eischen, die de aansluiting van vreemden zeer kan bemoeilijken, wanneer men er geene vraagt in de andere landen en men ze zelfs in België niet vergt voor de mutualistische of de samenwerkende maatschappijen, evenmin als voor de vakvereenigingen?

Waarom zou men een getal van zeven leden eischen, wanneer het Zwitsersche Wetboek geen getal aanduidt voor de politieke, godsdienstige, wetenschappelijke, artistieke vereenigingen, evenmin als voor die opgericht met een doel van weldadigheid, uitspanning of andere; wanneer de wet Waldeck-Rousseau, van 1 en 2 Juli 1901, voor het oprichten eener vereeniging, slechts eene overeenkomst wil tusschen twee of meer personen; wanneer de Engelsche wet aan eene « sole corporation » toelaat, met één enkel persoon te bestaan ⁽¹⁾.

Waarom zoo men de vereenigingen onderwerpen aan veelvuldige regelen wat betreft het bestuur, de algemeene vergaderingen, enz., wanneer zij er alle belang bij hebben en alleszins bevoegd zijn om zelf die regelen te bepalen?

Men mag niet uit het oog verliezen dat, zoo wij veeleischender zijn en meer aan formaliteiten hechten dan de andere landen, met name Zwitserland

(1)

Burgerlijk Wetboek van Nederland.

Art. 1690. — Behalve de eigenlijke maatschap, erkent de wet ook vereenigingen van personen als zedelijke lichamen, hetzij dezelve op openbaar gezag als zoodanig zijn ingesteld of erkend, hetzij zij als geoorloofd zijn toegelaten, of alleen tot een bepaald oogmerk, niet strijdig met de wetten of met de goede zeden, zijn samengesteld.

Burgerlijk Wetboek van Zwitserland.

TITEL II. — VAN DE ZEDELUIKE PERSONEN.

HOOFDSTUK I. — Algemeene bepaling.

De als vakvereeniging ingerichte maatschappijen, evenals de instellingen hebbende een bijzonder doel en een eigen bestaan, verwerven (rechts) persoonlijkheid door zich te doen inschrijven in het register van den handel.

HOOFDSTUK II. — Van de vereenigingen.

Art. 60. — De politieke, godsdienstige, wetenschappelijke vereenigingen, alsmede die opgericht met het oog op de kunst, op liefdadigheid, op ontspanning of andere, welke geen economisch doel beoogen, verwerven rechtspersoonlijkheid, zoodra zij in hare statuten den wil uitdrukken om als vakvereeniging te zijn ingericht. De statuten behelzen de vereischte bepalingen betreffende het doel, de middelen en de inrichting der vereeniging.

en Nederland die, zooals België, vaak als vergaderplaats van internationale vereenigingen worden aangeduid, wij medewerking van de hand wijzen, waarover wij trotsch dienden te zijn.

Overigens zwenken onze wetten op de maatschappijen traag, maar zeker naar het stelsel van volledige vrijheid.

Laat ons den afgelegden weg nagaan.

De wet van 18 Mei 1873 op de vennootschappen schaft elke officieele machtiging af en voegt aan de bestaande vormen van vennootschappen met vast kapitaal toe de samenwerkende maatschappij met veranderlijk kapitaal en personeel.

De wijzigende wet van 22 Mei 1886 vervangt het schadelijk stelsel der ongeldigheid door dat der openbaarheid en der aansprakelijkheid.

De wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen laat aan de maatschappijen toe, den vorm van handelsvennootschap aan te nemen zonder dat zij burgerrechtelijk karakter verliezen.

De wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand verleent aan de regeling van den onderlingen bijstand den lenigen vorm, door eene eeuwenoude praktijk in 't leven geroepen.

De wet van 31 Maart 1898 op de beroepsvereenigingen verschaft aan de beroepsbelangen, zelfs van moreelen aard, het middel om zich in te richten en te verdedigen in vereenigingen met rechtspersoonlijkheid; het weldadig beginsel daarvan zal eerlang ruimer uitbreiding erlangen.

Uit dat alles volgt, dat de wetgeving immer naar meerdere vrijheid streeft. Daarom kwamen wij nader tot het type der vakvereenigingen, zijnde het laatste stadium der evolutie van het Belgische recht.

Wij kunnen op onze stappen niet terugkeeren. Wij moeten de belanghebbenden onbelemmerd laten werken. Dat stelsel volgde de Regeering, door het initiatief van den betreurden heer de Lantsheere, Minister van Justitie, tot verleening van rechtspersoonlijkheid aan de Hoogeschoolen van Leuven en Brussel. Deze worden door de wet behandeld als twee nieuwe burgers die hunne plaats innemen in de Belgische natie; die wet bevat enkel vijf artikelen, met reden beperkt tot de hoofdzakelijke bepalingen en genoeg verstand en bevoegdheid toekennend aan de bestuurders dier instellingen om haar innerlijk leven te regelen; indien deze sedert zoo lang verwachte hervorming bijval genoot op wetgevend gebied, heeft men het grootendeels te danken aan de eenvoudige bewoordingen waarin zij vervat is ⁽¹⁾.

Wij denken dat hetzelfde moet geschieden voor de internationale vereenigingen.

*
* * *

Wij namen de eenvoudige formules over, die vroeger werden voorgesteld, doch wij ontleenden aanvullende bepalingen aan de congressen der

⁽¹⁾ PAUL ERRERA, *La personnification civile des Universités de Bruxelles et de Louvain*, 1912, Parijs, N. Giard en T. Brière.

internationale vereenigingen en aan het geleerd verslag van den achtbaren heer Van Cleemputte.

Hoofdzakelijk bedoelt het wetsvoorstel de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel, in België gevestigd, die als uitvoeringsorgaan eene instelling of een bestendig comiteit hebben gevestigd in ons land; het richt haar juridisch regiem of Belgisch nationaal statuut op. Wat betreft de internationale vereenigingen, door eene vreemde wet beheerscht, vergenoegt het zich met haar de rechten toe te kennen, voortspruitende uit haar nationaal statuut.

Genieten rechtspersoonlijkheid, m. a. w. zijn rechtspersonen, de Belgische vereenigingen, welke men gewoonlijk internationale vereenigingen heet wegens haar karakter en hare bedrijvigheid en welke voldoen aan de volgende vereischten :

Zij moeten een wetenschappelijk doel hebben, dit wil zeggen : zich bewegen op het ruim gebied der wetenschap, om 't even welk bijzonder vak der menschelijke kennis zij aanvatten; en aan de wetenschap is logisch verbonden de kunst in hare talrijke uitingen.

Zij moeten zijn internationaal of toegankelijk voor de ingezetenen van verschillende landen.

Zij moeten blijk geven van haar bestaan in België door het vestigen, hier te lande, van eene instelling of van een bestendig comiteit, waardoor zij vertegenwoordigd wordt.

Zijn eenmaal die voorwaarden vereenigd, dan heeft men er belang bij, haar zooveel vrijheid mogelijk te gunnen. Daarom leggen wij slechts de vereischten op, die onmisbaar zijn om eene ernstige internationale vereeniging te vormen en om de belangen van de leden en van derde personen te vrijwaren : statuten bevattende de hoofdzakelijke bepalingen, de bekendmaking van de statuten en van het besturend bureel. Het is niet van belang ontbloot hier aan te stippen dat de Centrale Dienst door in vorming zijnde internationale vereenigingen vaak wordt geraadpleegd over hare toekomstige statuten.

Overeenkomstig een aangenomen gebruik is het bezit van onroerende goederen beperkt tot de vereischten van het maatschappelijk doel en is de schenking onder levenden en bij testament, volgens een amendement door de Commissie voorgesteld, onderworpen aan de regelen, door artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek opgelegd aan de openbare instellingen, met andere woorden aan de machtiging bij koninklijk besluit. De schenker kan zich het recht voorbehouden, ingeval van vereffening, het voorwerp der schenking hetzij *in natura*, hetzij in eene gelijke waarde terug te nemen.

Het niet bestaan of de ontbinding der vereeniging kunnen worden uitgesproken door de rechtbank op vordering van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, in de aangewezen gevallen; bij gebreke van bepalingen in de statuten of van beslissingen der algemeene vergadering, noemt de rechtbank van eersten aanleg, bij voorkomend geval, schuld-

vereffenaars, en geschiedt de vereffening volgens de regelen, voor de aamlooze vennootschappen bepaald.

De fiskale voordeelen zijn overgenomen uit de wet op de werkmanswoningen.

De internationale vereenigingen, die aan eene buitenlandsche wet zijn onderworpen, genieten het recht, voortspruitend uit haar nationaal statuut, onder de voorwaarden gesteld voor de internationale vereenigingen, door de Belgische wet beheerscht. Dit is niets anders dan de toepassing van eene vaststaande rechtspraak die aan de zedelijke personen het voordeel van het persoonlijk statuut verleent.

De Belgische Regeering kan met de vreemde Staten verdragen sluiten, een internationaal statuut bepalend voor de internationale vereenigingen.

Dat is, in al haren eenvoud, de schikking van de voorgestelde regeling.

*
* * *

De Kamers zullen niet aarzelen om aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel, die België de eer gunnen zijne gastvrijheid en zijne medewerking in te roepen, het wapen ter hand te stellen, dat zij voor hare vreedzame veroveringen noodig hebben.

Willen wij goed onthaald worden, laten wij dan zelf de anderen goed onthalen ⁽¹⁾. Toonen wij hun een land waar men aan de vrijheid gelooft, waar de arbeid wordt aangemoedigd en vruchtbaar gemaakt door de vrijheid van vereeniging. 't Is het practisch middel om onze begrippen te verruimen, om onze gedachten door aanraking met de andere te verhoogen. 't Is ook onze plicht.

Die gedachte drukten wij uit namens de Commissie belast met het onderzoek der Overeenkomst betreffende het Internationaal Landbouw-Instituut te Rome :

« België is een in politiek opzicht bevoorrecht land, dank zij den waarborg van onzijdigheid, hem door de Mogendheden gegeven. 't Is als een

(1) 't Is eene oude overlevering dat de Regeering hare bescherming en toelagen verleent aan de talrijke internationale congressen die jaarlijks in België vergaderen. Dit gebruik dagteekent van de eerste jaren onzer onafhankelijkheid, daar de Belgen, ten tijde van Quetelet en Visschers, een overwegende rol speelden bij de inrichting der internationale congressen, die toen eerst begonnen. Zoo werd het eerste Internationaal Congres van den Vrede ingericht te Brussel met de medehulp der Amerikanen. Tijdens de tentoonstellingen te Brussel, te Antwerpen, te Luik en te Gent, nam de Regeering officieel deel aan de meeste internationale vereenigingen die toen in België vergaderden. Onder hare rechtstreeksche leiding werd het Congres te Bergen in 1905 ingericht, een Congres dat ten doel had, in een wereldopzicht al de groote actueele vraagstukken te onderzoeken en dat vervolgens aanleiding gaf tot het oprichten van verschillende voornamelijk internationale vereenigingen. De Regeering beschermde ook den Bond der internationale vereenigingen, en, om hem toe te laten te Brussel een internationaal centrum te vormen, stelde zij lokalen tot zijne beschikking.

» internationale grond, aan de vredeswerken gewijd. Het zou die gunst
 » niet in luiheid kunnen genieten; het heeft tot plicht zijne bescheiden
 » medewerking, de medewerking van zijnen ijverigen, eclectischen, metho-
 » dischen geest te verleen en aan de internationale beweging, die gemeen-
 » schappelijk streeft naar vooruitgang op elk gebied.

» Op dien weg kunnen de kleine landen, zonder overdreven aanmati-
 » ging, met de groote wedijveren; wat kunnen de enge grenzen en de
 » min talrijke bevolking hun schelen? Zij zijn van tel in verhouding tot
 » hunne geesteswerkzaamheid en de uitstraling hunner gedachten ⁽¹⁾.

» Van dag tot dag komt België meer in voeling met de wereld-
 » gedachten; zijn geest wordt steeds meer tot internationale werkzaamheid
 » gevormd; en niet zonder een gevoel van nationale fierheid zien wij de
 » edelmoedige pogingen zich vermenigvuldigen om het eene eervolle plaats
 » te verzekeren in de vreedzame samenwerking die de volken nader tot
 » elkander brengt. »

ÉMILE TIBBAUT.

(1) Toen de heer Beernaert, Minister van Staat, te Antwerpen, den 12ⁿ Mei 1907, de algemeene vergadering der Gewestelijke Comiteiten van propagande voor de tweede Belgische reis naar den Zuidpool voorzat, sprak hij de volgende schoone woorden uit :

« De kleine natiën hebben, ook zij, hare rol in de wereld te vervullen en zijn zij, als
 » wij, gelukkig, des te strenger wordt de plicht. Zij moeten het hare bijdragen tot den
 » vooruitgang; zij moeten het welzijn van het grootste getal beoogen; zij moeten ook
 » deelnemen aan de wetenschappelijke ontwikkeling op elk gebied. En hoe zou men,
 » zelfs in het buitenland, niet eene onbaatzuchtige poging toejuichen, die het welzijn der
 » wereld bedoelt ? »

Proposition de loi tendant à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique.

ARTICLE PREMIER.

Jonissent de la personnification civile, aux conditions et dans les limites de la présente loi, les associations ouvertes aux Belges et aux étrangers, qui ont comme organe d'exécution une institution ou un comité permanent ayant son siège en Belgique, dont l'administration comprend au moins un associé belge et qui, sans esprit de lucre, poursuivent un but scientifique.

ART. 2.

Les statuts règlent :

- 1^o La dénomination de l'association;
- 2^o Son objet;
- 3^o Son siège;

4^o Les conditions d'admission, d'exclusion ou de sortie des membres et, s'il y a lieu, des membres des diverses catégories;

5^o Les droits et les obligations des membres. Sauf dispositions spéciales des statuts, les membres ne sont tenus, du chef de leur souscription, qu'au montant de leur cotisation;

6^o L'organisation de la direction de l'association et de la gestion des biens, le mode de nomination et de révocation des personnes chargées de cette direction et de cette gestion, leurs pouvoirs, la

Wetsvoorstel tot verleening van rechts-persoonlijkheid aan de internationale vereenigingen met wetenschappelijk doel.

EERSTE ARTIKEL.

De vereenigingen, toegankelijk voor Belgen en vreemdelingen, hebbende als middel van werking eene instelling of een bestendig comiteit, gevestigd in België, waarvan het bestuur ten minste één Belgisch lid bevat en die, zonder winstbejag, een wetenschappelijk doel beoogen, genieten rechtspersoonlijkheid onder de voorwaarden en binnen de grenzen gesteld door deze wet.

ART. 2.

De statuten bepalen :

- 1^o De benaming van de vereeniging;
- 2^o Haar doel;
- 3^o De plaats waar zij haren zetel heeft;

4^o De voorwaarden vereischt tot aanneming, tot uitsluiting of tot aftreding van de leden en, indien er grond voor is, van de leden der verschillende klassen;

5^o De rechten en de verplichtingen der leden. Behoudens bijzondere bepalingen in de statuten, zijn de leden, wegens hunne inschrijving, slechts gehouden tot het beloop van hunne bijdrage;

6^o De inrichting van het bestuur der vereeniging en van het beheer der goederen, de wijze van benoeming en van afzetting der personen, met dit bestuur en met dit beheer belast, hunne bevoegd-

durée de leur mandat et notamment la désignation du membre ou des membres aux poursuites et diligence duquel ou desquels s'exerce le droit d'ester en justice;

7° Le mode de liquidation des droits appartenant dans l'actif aux associés qui cessent de faire partie de l'association soit par décès, soit autrement;

8° Les conditions de la modification aux statuts, de la dissolution et de la liquidation de l'association.

ART. 3.

Les statuts sont publiés aux Annexes du *Moniteur belge*. Il en est de même des noms, prénoms, professions et domiciles des membres qui dirigent et administrent l'association. La même publication est imposée pour les modifications aux statuts et au personnel de la direction ou de l'administration. Le dixième jour après la publication, l'association jouit de la personnification civile; les modifications aux statuts produisent leur effet après le même délai et dans les mêmes conditions de publication.

ART. 4.

L'association ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à son but scientifique et à son administration. Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder les immeubles ayant cette destination, mais qu'il lui serait impossible d'employer immédiatement à cette fin.

heden en namelijk de aanwijzing van het lid op wiens verzoek of van de leden op wier verzoek het recht wordt uitgeoefend om in rechten op te treden;

7° De wijze van vereffening der rechten in het actief, toebehoorende aan de leden die, hetzij door overlijden, hetzij anderszins, ophouden deel uit te maken van de vereeniging;

8° De voorwaarden waarop moet worden overgegaan tot de wijziging van de statuten, alsmede tot de ontbinding en vereffening van de vereeniging.

ART. 3.

De statuten worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgische Staatsblad*. Dit is eveneens het geval met de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden die de vereeniging besturen en beheeren. Dezelfde bekendmaking wordt opgelegd voor de wijzigingen in de statuten en de verandering ondergaan door het personeel van het bestuur of van het beheer. De vereeniging bezit rechtspersoonlijkheid den tienden dag na de bekendmaking; de wijzigingen in de statuten zijn van kracht na hetzelfde tijdsverloop en mits dezelfde bekendmaking geschiedde.

ART. 4.

De vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook, geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig voor haar wetenschappelijk doel en haar beheer. Zij kan bij koninklijk besluit worden gemachtigd de onroerende goederen te bezitten die daarvoor bestemd zijn, doch waarvan het haar niet mogelijk is onmiddellijk gebruik te maken met dat doel.

Les donations entre vifs ou par testament, à son profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris, détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

Les libéralités sont, en attendant l'autorisation, acceptées par l'administration de l'association, vis-à-vis du donateur, lequel demeure lié jusqu'à décision.

Le disposant peut stipuler, soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou ayants cause, le droit de reprendre, en cas de liquidation de l'association, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité ou les biens eux-mêmes.

ART. 5.

Sur la demande de tout intéressé ou du ministère public, les tribunaux peuvent déclarer que la personnification civile n'existe pas, à défaut d'observation des articles 1, 2 ou 3, ou si l'objet de l'association est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. La demande n'est recevable que si elle est intentée dans les trois mois à partir du dixième jour après la publication des statuts.

La dissolution peut être prononcée, sur la demande du ministère public ou de tout intéressé, dans les quatre cas suivants : emploi des capitaux ou des revenus de l'association à un objet autre que celui pour lequel elle est formée, insolvabilité, absence d'administration,

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, te haren voordeele gedaan, hebben eerst uitwerking wanneer daartoe machtiging is gegeven overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek. Het besluit, waarbij machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene schenking bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er reden toe is, den termijn binnen welken het goed moet worden verkocht.

De schenkingen worden, in afwachting van de machtiging, door het beheer der vereeniging aangenomen tegenover den schenker; deze blijft gebonden totdat er eene beslissing is.

De beschikker kan, hetzij te zijnen voordeele, hetzij ten voordeele van zijne erfgenamen of rechthebbenden, bepalen dat hij, ingeval van vereffening der vereeniging, het recht zal hebben terug te nemen eene som gelijk aan de waarde der goederen, de schenking uitmakende, of de goederen zelf.

ART. 5.

Op eisch van elken belanghebbende of van het openbaar ministerie, mogen de rechtbanken verklaren dat, indien men in gebreke blijft de artikelen 1, 2 of 3 na te leven, of indien het doelwit der vereeniging strijdig is met de openbare orde of met de goede zeden, de rechtspersoonlijkheid niet bestaat. De eisch is slechts ontvankelijk, wanneer hij is ingesteld binnen drie maanden te rekenen van den tienden dag na de bekendmaking der statuten.

De ontbinding kan, op eisch van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, worden uitgesproken in de volgende vier gevallen : bij aanwending van de kapitalen of van de inkomsten der vereeniging tot een doel ander dan dit voor hetwelk zij is tot stand ge-

poursuite d'un but contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 6.

Sauf disposition des statuts ou de l'assemblée statutairement désignée à cet effet, le tribunal de première instance, sur requête motivée du ministère public ou de tout intéressé, nomme les liquidateurs dont l'action est réglée par les dispositions des lois belges sur les sociétés commerciales.

Art. 7.

Les actes et procès-verbaux portant formation, modification ou dissolution de l'association, nomination ou remplacement d'administrateur ou de commissaire, ainsi que les actes et registres concernant exclusivement l'administration sociale, et les procurations données par les fondateurs pour la constitution de l'association, ou par les associés pour leurs relations avec elle, sont exempts de timbre et enregistrés gratis à moins qu'ils ne renferment des dispositions assujetties au droit proportionnel d'enregistrement.

Les extraits, copies ou expéditions de ces actes et procès-verbaux sont également exempts du timbre.

Art. 8.

Les associations internationales qui ont leur siège à l'étranger et qui sont régies par une loi étrangère, mais qui réunissent les conditions déter-

minées; bij onvermogen; bij ontstentenis van beheer; bij najaging van een doel strijdig met de openbare orde of met de goede zeden.

Art. 6.

Behoudens bepaling in de statuten of vanwege de vergadering, ingevolge de statuten daartoe aangewezen, benoemt de rechtbank van eersten aanleg, op niet redenen omkleed verzoekschrift van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, de vereffenaars; dezer werkzaamheden zijn geregeld door de bepalingen der Belgische wetten op de vennootschappen van koophandel.

Art. 7.

De akten en processen-verbaal, houdende oprichting, wijziging of ontbinding van de vereeniging, benoeming of vervanging van een beheerder of van een commissaris, alsmede de akten en boeken betreffende uitsluitend het maatschappelijk beheer, en de volmachten door de oprichters gegeven voor het tot stand brengen van de vereeniging, of door de leden voor hunne betrekkingen met haar, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd, ten ware zij bepalingen behelzen die aan het evenredig registratierecht zijn onderworpen.

De uittreksels, copieën of afschriften van die akten en processen-verbaal zijn insgelijks vrij van zegel.

Art. 8.

De nationale of internationale vereenigingen, welke haren zetel in den vreemde hebben en onder toepassing van eene vreemde wet vallen, doch

minées par l'article premier et qui se conforment aux articles 2 et 3, peuvent exercer en Belgique, dans les limites de l'article 4 et sans préjudice de l'ordre public, les droits qui résultent de leur statut national. Il n'est pas exigé que l'administration comprenne au moins un associé belge.

ART. 9.

Le Gouvernement belge est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour l'établissement d'un statut international des associations scientifiques internationales sur les bases de la présente loi.

welke voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 1 en zich gedragen aan de artikelen 2 en 3, mogen in België, binnen de grenzen van artikel 4 en onverminderd de openbare orde, uitoefenen de rechten voortvloeiende uit haar nationaal statuut. Er wordt niet geëischt, dat het bestuur ten minste één Belgisch lid bevatte.

ART. 9.

De Belgische Regeëring wordt gemachtigd tot het sluiten van tractaten met vreemde Staten ten einde, naar de grondslagen van deze wet, een internationaal statuut voor de internationale wetenschappelijke vereenigingen tot stand te brengen.

ÉM. TIBBAUT.

A. BORBOUX.

ÉMILE BUISSET.

ÉMILE VANDERVELDE.

LOUIS BERTRAND.

DE PONTIÈRE.
